



L'ISLAM DANS L'ESPACE MALAIS : INDONESIE ET MALAISIE

Mémoire de géopolitique

du Commandant Mouloud BRADAIA

dans le cadre du séminaire “Géopolitique en Asie orientale”

Directeur : Valérie NIQUET

Maître de conférence de l'institut de stratégie comparée de l'université Paris I

Mars 2003

L'ISLAM DANS L'ESPACE MALAIS : INDONESIE ET MALAISIE
--

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE :

ISLAM ET DEFINITIONS

DEUXIEME PARTIE :

IMPLANTATION DE L'ISLAM DANS L'ESPACE MALAIS

TROISIEME PARTIE :

ISLAM :FACTEUR DES CRISES ?

QUATRIEME PARTIE :

POLITIQUE ET ARMEES

CINQUIEME PARTIE :

EVOLUTION DE L'ISLAM : LES NOUVEAUX DEFIS

INTRODUCTION

Du Pakistan aux Philippines, de la Chine à l'Indonésie en passant par l'Inde, 700 millions de musulmans vivent en Asie et présentent un visage très varié de l'islam. Ces chiffres témoignent de l'importance de cette religion dans cette partie du monde. Cependant, là comme ailleurs, l'Asie n'est pas une et l'islam en Asie présente un visage très varié dont l'analyse est inséparable d'une étude des sociétés dans lequel il est immergé.

En Malaisie, avec plus de 20 millions d'habitants, l'islam est la religion officielle du pays et plus de 50 % de la population y adhèrent. Etat pluriethnique et plurireligieux, la Malaisie a ceci de particulier qu'il y a une adéquation presque parfaite de sa composante musulmane avec le facteur ethnique : les musulmans sont des Malais et inversement. Sur la scène politique, le principal parti de l'opposition est un parti d'obédience musulmane, le PAS (Parti Islam SeMalaysia). Au pouvoir dans deux des treize Etats de la Fédération de Malaisie, ce parti fondamentaliste ne fait pas mystère de sa volonté de faire de la Malaisie un Etat islamique. Au pouvoir à Kuala Lumpur depuis vingt ans, Mohamed Mahathir s'est efforcé de contrôler des petits groupes musulmans de fanatiques armés présents dans le pays.

L'Indonésie est le pays qui abrite le plus grand nombre de musulmans au monde : 86 % de ses 228 millions d'habitants. Pourtant, dans ce pays dont la devise est « Unité dans la diversité », la Constitution est laïque et largement acceptée par les musulmans, même si, régulièrement, des groupes politiques ou religieux tentent de faire voter des amendements visant à l'« islamiser ». Dans le contexte politique, social et économique de l'après-Suharto, contexte caractérisé par un certain désordre, de petits groupes islamistes, favorables à la « guerre sainte », ont vu le jour. Manipulés par des militaires, des intérêts politiques ou économiques, ils ont sévi de manière sanglante aux Moluques contre la population chrétienne et ont tissé des liens avec des organisations extrémistes philippines et malaisiennes.

Dans ces deux pays qui ont une histoire commune, l'Islam semble être perçu différemment. Les événements anciens ou récents qui les ont touchés, traduisent leurs particularités dans les domaines politiques, sociaux ou religieux.

Un bref rappel sur les différents courants de l'islam, en première partie, cernera le type d'islam caractérisant la Malaisie et l'Indonésie. La deuxième partie sera consacrée à l'historique de ces deux pays en matière de religion et plus particulièrement à l'implantation de l'islam dans cette région. Dans la troisième partie, nous montrerons que l'Islam n'est pas à lui tout seul, à l'origine des multiples crises qui ont marqué l'Indonésie et qu'en Malaisie, une certaine harmonie entre les différentes communautés existe au-delà des conflits récurrents. Puis dans la partie suivante, seront développés les régimes politiques de chaque pays et le rôle de leurs

armées respectives. Enfin, dans la dernière partie, nous étudierons les nouveaux défis que ces deux pays doivent affronter avec en toile de fond, l'Islam.

PREMIERE PARTIE :

ISLAM ET DEFINITIONS

1 Généralités

1.1 Estimation totale des musulmans dans le monde

Les musulmans dans le monde représentent environ 1,2 milliard de personnes, soit 19,4 % de la population mondiale. La répartition par continent est la suivante (en millions) :

- Asie : 780 (65%)
- Afrique : 380 (28%)
- Amérique du Nord : 6
- Europe : 32
- Amérique Latine : 1,3
- Océanie : 0,3

Comme toutes les grandes traditions religieuses, l'islam est à la fois un et divers. Les grands clivages tournent autour de la succession de Mohammed, mort de pleurésie (inflammation de la plèvre) en 632 sans héritier mâle. Après 25 ans d'Islam unitaire, sous l'impulsion des quatre premiers califes (successeurs), la rupture est consommée, les armes à la main, entre trois principaux courants : les khâridjites, les chiites et les sunnites.

1.2 Les principaux courants

1.2.1 Les khâridjites, littéralement les « sortants » (1%)

Ce courant n'existe plus aujourd'hui que sous une forme résidentielle à Oman, sur l'île de Djerba et chez les Mozabites du Sud algérien. Le khâridjisme est probablement le seul mouvement islamique à se donner d'emblée comme schismatique. Ses adeptes se sont effectivement désolidarisés en 657 de leur chef Ali, cousin de Mohammed et époux de sa fille Fatima, parce que celui-ci avait accepté de soumettre à un arbitrage, sa légitimité à la tête du califat. Les khâridjites croyaient à l'égalité de tous, sans distinction ethnique, à condition de présenter une parfaite rectitude morale et religieuse. Rigoristes, ils excommuniaient, voire éliminaient physiquement, ceux de leurs membres qui commettaient une faute.

1.2.2 Les chiïtes (9%)

Cette branche de l'islam trouve son origine historique dans le « parti d'Ali » (en arabe chiat Ali, d'où le vocable « chiite »). Si les sunnites n'ont jamais excommunié les chiïtes, des divergences doctrinales majeures les séparent, comme par exemple le culte voué aux imams (guides). Les chiïtes estiment en effet que l'autorité de Mohammed a été transmise dans toute sa plénitude à Ali puis à sa descendance. Ils croient que le dernier imam de cette lignée (sept ou douze selon les traditions) n'est pas mort. Ils demeurent donc dans son attente, tout pouvoir politique étant considéré jusque-là comme « illégitime ». Par ailleurs, le chiïsme possède un «clergé» de mollahs (maître) dont la haute hiérarchie des Moudjahidin joue le rôle d'intercesseurs entre Allah et les hommes, et est habilitée à prendre des décisions théologiques canoniques (ce qui n'est pas le cas d'oulémas sunnites). Enfin, les chiïtes tendent à rechercher systématiquement un « sens caché » dans les textes sacrés de l'islam. Les chiïtes sont divisés en plusieurs branches : zaydites au Yémen, imamites en Iran, Iraq et Liban, et ismaéliens principalement en Inde.

1.2.3 Les sunnites (90%)

Considérés généralement comme les musulmans orthodoxes, les sunnites (ceux qui suivent la sunna, c'est-à-dire l'ensemble des paroles et des actes du Prophète et de la tradition) estiment que les califes établis après Mohammed ont bénéficié d'une délégation de pouvoir de l'Oumma, la communauté des croyants. Les sunnites attribuent une grande importance à la stabilité politique de l'État, ainsi qu'à la praticabilité et à la pondération de la Loi. Ainsi, ils n'exigent pas que les candidats au califat présentent nécessairement des vertus particulières ou des qualités morales éminentes. Le calife doit simplement être issu de la tribu du Prophète Mohammed et se révéler capable de guider la communauté dans les voies du droit et de la justice. Actuellement, quatre écoles se partagent la direction juridique de l'orthodoxie islamique : les hanéfites (Turquie, Égypte, Syrie, Irak, Afghanistan, Inde, Pakistan) ; les malékites (Maghreb, Afrique noire musulmane) ; **les chaféïtes** (sud de la péninsule arabique, Afrique orientale, **Indonésie**) ; et les hanbalites d'Arabie Saoudite.

DEUXIEME PARTIE :

IMPLANTATION DE L'ISLAM DANS L'ESPACE MALAIS

1. Indonésie

1.1 Un passé multiple

L'Indonésie ne possède pas une histoire collective car chaque île a son passé, ses princes et ses royaumes. Parfois l'histoire des îles s'entrecroise, mais c'est vraiment à partir de l'indépendance de 1949, que cet archipel a été vraiment réuni. Il n'est donc pas étonnant que la devise nationale choisie soit " la diversité dans l'unité". Même sous l'occupation hollandaise, une partie ou l'autre du territoire échappait constamment à ses dirigeants. La culture dongson est la première civilisation de l'Indonésie. Elle remonte à peu près à 3 000 ans et trouve ses racines au Vietnam et en Chine du Sud. Cette culture s'est étendue à l'archipel indonésien durant le 7^{ème} siècle avant J.-C.

La culture du dongson introduisit les techniques d'irrigation pour le riz, le travail du bronze, les rituels de sacrifice du buffle, la coutume d'ériger des pierres monumentales et les techniques du tissage. Dès le début, les commerçants étrangers sont venus en Indonésie, attirés par les produits uniques de l'archipel. Au 1^{er} siècle de notre ère, le commerce est fermement établi avec la Chine et l'Inde.

1.2 Les îles principales

1.2.1 Sumatra

Sumatra était renommée pour son or et l'île des Moluques pour ses épices. A travers le commerce géré par les Tamouls (originaires du sud des Indes) et les Chinois, la population de la côte de Sumatra s'initie aux concepts philosophiques, religieux et astrologiques d'autres civilisations. Le bouddhisme et l'hindouisme s'enracineront facilement et le 7^{ème} siècle verra la naissance d'un royaume hindou : Srivijaya. Ce royaume fut le premier Etat ayant sous sa coupe le puissant commerce maritime indonésien. Il contrôlait le détroit de Malacca situé entre Sumatra et la Malaisie, ce qui lui donnait la suprématie sur les échanges avec le Moyen Orient et l'Orient. Le royaume de Srivijaya exerça sa domination jusqu'au 12^{ème} siècle, avant de se plier sous la pression de l'empire Javanais de Majapahit en 1377. Ce royaume était très cosmopolite ; les marchands arabes, perses et indiens côtoyaient les chinois. Après la chute du royaume Srivijaya, la côte Est de Sumatra et une grande partie du centre restèrent isolées et quasiment impénétrables durant des siècles, abritant des cultures et des tribus très diverses. Ce

royaume s'est avéré très difficile à mater et les colonisateurs hollandais n'en ont finalement vu le bout qu'en 1907 !

1.2.2 Java et Bali

Dans les plaines fertiles de Java, deux dynasties importantes ont fleuri entre le 8^{ème} et le 10^{ème} siècle : la dynastie hindoue Mataram et la dynastie bouddhiste Sailendra. En 1293, le plus grand empire indonésien est fondé à Java : le royaume de Majapahit. La grandeur de ce royaume est due à un homme d'Etat, Gajah Mada. Son ascension vers le pouvoir commença en 1320, quand il dirigea une révolte antiroyaliste sous le règne de Hayam Wuruk. Devenu premier ministre, il étendit les territoires du royaume jusque sur les côtes de Sumatra, de Bornéo, de Sulawesi, des Moluques. Mais, à peine 25 ans après la mort de Gajah Mada en 1389, marquait déjà le déclin de cet empire qui fut le seul dans l'histoire indonésienne à contrôler pendant un temps, tout ce que l'on peut considérer comme les bases géographiques et politiques de l'Indonésie moderne. De la chute de l'empire Majapahit à l'indépendance en 1949, l'histoire de Java n'est émaillée que de guerres entre petits royaumes, de collaboration entre aristocrates et Hollandais, et de révoltes diverses. La fin de l'influence indienne supplantée par l'islam en est sûrement l'une des causes.

Bali, quant à lui, a joui de l'influence hindoue de Java. De nos jours, contrairement à ce qui s'est passé dans le reste de l'Indonésie, l'influence hindoue reste omniprésente devant l'islam.

1.3 Les différentes religions en Indonésie

L'Indonésie est donc un pays où il y a une grande diversité religieuse. Dans la péninsule indonésienne, le culte des ancêtres fut la première forme de religion pratiquée par la population. Cette dernière vénérât les ancêtres et les esprits. Malheureusement, peu de renseignements sont disponibles sur le sujet. Par contre, dans de nombreuses îles, plusieurs des coutumes de cette religion sont encore perpétuées par la population.

Par la suite, ce fut l'hindouisme et le bouddhisme qui firent leur apparition en Indonésie. La cause principale de cette implantation massive fut la déviation du commerce qui s'amorça vers le 5^{ème} siècle, à cause du manque de sécurité des routes d'Asie centrale. Les itinéraires tournaient plus principalement autour de Sumatra, de Java et de Bornéo. Des bouddhistes de Chine où le commerce se dirigeait principalement, commencèrent alors à diffuser cette religion dans certaines îles. Après leur implantation dans quelques îles, dont la plus importante est Sumatra, les bouddhistes initièrent la construction du fameux temple de Borobudur vers la fin du 7^{ème} siècle. Quant à lui, l'hindouisme s'implanta lui aussi en Indonésie, suite à l'augmentation du commerce naval. Le royaume hindou de Mataram surgit à Java ; ces empires durèrent jusqu'au 11^{ème} siècle. Majapahit fut le dernier royaume hindou créé, il disparut dès le 15^{ème} siècle. Notons par contre que l'hindouisme reste encore pratiqué, surtout à Bali. Comme

le bouddhisme, l'hindouisme indonésien laissa lui aussi des trésors de l'architecture ; le plus important est sans aucun doute, les temples de Prambanan. Fait intéressant, bien qu'en Inde, les deux religions étaient adversaires, en Indonésie, la cohabitation se faisait naturellement.

Puis, ce fut l'islam qui s'implanta, suite aux voyages de marchands venus de l'Inde puis de Malaisie et du Golfe persique. Certains historiens affirment aussi que c'est suite à des voyageurs provenant de l'Afrique que l'islam fut implanté en Indonésie. La facilité avec laquelle l'islam s'est implanté en Indonésie est incroyable. En 1292, Marco Polo avait noté que les habitants de la pointe nord de Sumatra étaient déjà convertis à l'islam. Les premières inscriptions musulmanes datent du 11^{ème} siècle. Les États islamiques s'établissent tout d'abord au nord de Sumatra, ensuite, ce fut à l'ouest, puis à l'est, de Java. Vers 1478, les royaumes hindous tombent. Ce sont les sultanats de Demak et Surabaya qui propagèrent l'islam dans la plaine centrale à Java. Ces sultanats permirent l'implantation d'un nouveau type d'islam en Indonésie. Cette religion a continué à suivre les routes du commerce et dès les 15^{ème} et 16^{ème} siècles, les dirigeants indonésiens se convertirent, imposant ainsi l'islam comme religion officielle. Au 16^{ème} siècle, le Portugal installe une colonie en Indonésie. Par la suite, la Hollande triompha du Portugal et hérita de l'administration de l'économie de la colonie. C'est alors qu'il implantèrent le 26 mars 1602, la Compagnie Hollandaise des Indes Orientales et ce n'est qu'à ce moment que la christianisation de l'Indonésie commença. L'ère coloniale hollandaise sera très mal vécue par les indonésiens dont plusieurs milliers perdront leur vie lors de rébellions ou de travaux forcés. Au 19^{ème} siècle, l'islam devient le symbole de l'opposition aux Hollandais.

Au début du 20^{ème} siècle, l'éducation aida une nouvelle "race" d'Indonésiens à pointer le nez : les intellectuels. Plusieurs facteurs vont jouer dans la marche vers l'indépendance, notamment l'islam et le communisme. Dès le début du siècle, apparaissent l'Association islamique Sarekat Islamic, fondée en 1909, et le parti communiste indonésien, créé en 1914. Interdit très vite, dès 1927, avec des arrestations et des déportations à la clef, le parti communiste indonésien fit rêver comme partout dans le monde, les hommes de bonne volonté. Le Sarekat Islamic, lui, fut créé à l'origine pour tenter de protéger les Indonésiens contre les marchands chinois, mais très vite cette association devint un mouvement nationaliste. Le parti nationaliste indonésien (PNI) de Sukarno vit le jour en 1927. Très vite, les Hollandais comprirent la menace : Sukarno ainsi que trois autres leaders furent emprisonnés en 1930, et le parti fut banni. Mais l'idée flottait dans l'air, malgré les affirmations des Hollandais qui déclaraient à tout bout de champ que l'indépendance ne serait jamais reconnue. En 1942, les japonais envahissent l'île de Java et à l'issue de la Deuxième Guerre Mondiale, Sukarno prépare l'accession à l'indépendance de l'Indonésie. Malgré une réticence hollandaise

agrémentée par des opérations de police musclées, l'archipel accède sous la pression américaine à une véritable indépendance le 27 décembre 1949.

Au bilan, l'Indonésie, bien qu'elle abrite le plus grand nombre de musulmans, n'a rien de commun avec les autres grands royaumes islamiques, compte tenu de la façon dont la religion y est pratiquée. Tout d'abord, dans ce pays, ce n'est pas la religion qui supprime toutes les autres comme dans la majorité des pays islamiques. Le gouvernement fait en sorte que l'unité du pays ne se base pas sur la religion, mais plutôt sur la différence ethnique qui en fait un pays attrayant. Pour tenter de maîtriser les guerres religieuses, il interdit la conversion à une autre religion. De plus, l'islam pratiqué est très différent de celui pratiqué dans les autres pays islamiques. Il respecte les coutumes et les rites des peuples d'Indonésie. Plusieurs experts notent que c'est grâce à cette ouverture sur la culture ancestrale que l'islam s'est rapidement implanté dans la péninsule. Fait intéressant, la religion musulmane diffère un peu selon l'île : elle est plus rigide à certains endroits et plus axée sur les us et coutumes dans d'autres.

2. La Malaisie et l'Islam

La péninsule malaise, longtemps appelée péninsule de Malacca, constitue le trait d'union entre l'Asie continentale deltaïque et le monde insulindien. Point de départ de l'axe qui relie l'Asie à l'Australie, les corridors maritimes qui le percent, reliant l'océan Pacifique à l'océan Indien, ont donc un intérêt stratégique essentiel, le plus important d'entre eux étant, bien entendu celui permettant la jonction la plus rapide entre le sous-continent indien et le monde chinois, le détroit de Malacca. C'est dire que la péninsule malaise qui commande cette route maritime, est depuis les premiers temps de la navigation, un carrefour.

Néanmoins, l'histoire de la Malaisie reste mal connue. En effet, longtemps considérée comme une terre vierge, elle n'a guère suscité l'intérêt des historiens. Toutefois, quelques éléments résultent du travail d'ethnologues aventuriers qui fournissent des pistes sur les mythes fondateurs de certaines tribus mais ne permettent guère d'aller plus loin dans la compréhension de l'évolution factuelle des hommes. C'est pourquoi l'histoire des peuples originels est classée comme de la préhistoire. Peu d'écrits subsistent, détruits par la végétation ou le climat. Les écrits européens, les plus anciens sont des chroniques portugaises. Un autre facteur a joué dans le désintérêt pour l'histoire ancienne de la Malaisie. La domination malaise sur le nouveau pays a perçu son Histoire comme commençant avec la naissance de la ville de Malacca, c'est-à-dire avec le véritable début de l'implantation des Malais dans la péninsule et plus encore avec son islamisation. Toutes les civilisations antérieures notamment hindouistes et bouddhistes, sans parler des cultures aborigènes sont ainsi implicitement rejetées dans les ténèbres de la « jahiliyya », époque d'ignorance et d'idolâtrie, que les musulmans pieux haïssent.

2.1 Les origines

En remontant vers 2500 ans avant l'ère chrétienne, des populations provenant de l'actuel Yunnan (des émigrants de Chine, déjà), se seraient installées, repoussant leurs prédécesseurs, les Negritos, apparentés aux aborigènes d'Australie et divisés en deux groupes, les Jakun et les Semang, établis depuis l'ère glaciaire. Enfin, une dernière vague, maîtrisant le fer serait venue se superposer autour du 4^{ème} siècle avant J.-C. L'histoire déchiffrable de la Malaisie commence avec les influences indienne et chinoise. Plus tard, dans la zone du Nord-Ouest de la péninsule, ce sont les anciennes civilisations du 8^{ème} au 11^{ème} siècle qui ont le plus prospéré, même si les grands royaumes sumatranais, puis javanais de Majapahit étendaient également leur influence sur d'autres côtes, notamment au Sarawak. Bien sûr, ces Etats n'avaient pas de frontières définies ni de structures très centralisées. C'est surtout en tant que vecteurs de la culture indienne qu'ils sont importants dans l'évolution des Malais, tant du continent que de l'archipel. D'abord hindouistes, puis influencés par le bouddhisme, ces Etats suivirent l'Inde quand celle-ci se mit à découvrir l'islam, au travers des navigateurs et commerçants convertis à la foi nouvelle. Contrairement à une idée reçue qui veut que Malacca soit le premier endroit gagné au message coranique, c'est au Kedah en 1136 que le souverain du lieu, le maharajah Derba Rajah, se convertit à l'islam et prit le nom de sultan Muzaffar Shah. Toutefois, peu après, les forces navales de l'empire Majapahit débarquèrent et saccagèrent ce petit royaume. Tous ces royaumes étaient également en relation avec la Chine qui disposait d'une flotte conséquente et jouait le rôle de suzerain discret, mais n'intervenait que rarement dans les affaires des Etats. Les conflits entre les principautés entraînèrent de grands brassages de populations qui finirent par se référer à une même culture et à une même langue. Ce processus d'unification et formation d'une identité spécifique n'empêchait pas, au contraire, les rivalités, non seulement entre ces embryons d'Etats, mais également en leur sein.

C'est ainsi qu'à la fin du 14^{ème} siècle, un prince nommé Paramesvara, banni de la cour de Palembang à Sumatra, se réfugia sur la péninsule, errant le long des côtes du détroit avec une poignée de fidèles. A l'embouchure de Malacca, il fonda une ville qui devint rapidement à sa mort en 1414, un centre commercial florissant. La situation stratégique de ce port en eau profonde entraîna l'essor du négoce et un bouillonnement culturel. Cité carrefour, elle fut l'objet de convoitises de ses voisins. Pour s'en protéger ou frappé par une révélation soudaine, Paramesvara se convertit à l'islam. Les échanges s'intensifièrent et très vite, la ville eut le monopole des échanges de métaux précieux, des pépites aurifères extraites à Sumatra. Le 15^{ème} siècle devint l'âge d'or de la Malaisie. Si le sultanat de Malacca du 15^{ème} siècle constitue le moment fondateur de l'identité malaise dans la péninsule, cela ne tient pas seulement à son islamisation et à sa soudaine richesse. La cohabitation d'ethnies diverses préfigure déjà la Malaisie d'aujourd'hui. Pour gouverner une telle mosaïque où s'imbriquent et s'affrontent des

intérêts divers, les huit sultans successifs adoptent et affinent des formes d'organisation politique et sociale que l'on retrouvera par la suite dans chaque sultanat. La multiculturalité de la Malaisie et la tolérance de l'époque de Malacca explique que beaucoup plus tard, les sultans n'aient point adopté d'attitude xénophobe et protectionniste lors de la venue d'immigrants dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Les mariages interethniques étaient chose commune à Malacca, y compris dans la famille du monarque où l'on ne compte plus les princes ayant du sang tamoul ou chinois. Sur ce point aussi, la période de l'âge d'or de Malacca va imprimer son sceau sur l'avenir de la Malaisie : une société-creuset de diverses populations qui, par delà les origines diverses, se définit comme malaise et musulmane. L'islam devient d'ailleurs, religion d'Etat en 1450.

2.2 La période coloniale

L'arrivée des Portugais inaugure une ère nouvelle. En 1511, Malacca est prise et pillée après l'assaut victorieux d'Albuquerque. Désormais, le commerce musulman s'installe de l'autre côté du détroit et enrichit de nouveaux royaumes, qui se jalourent trop pour concourir utilement à la libération de Malacca. L'évangélisation de la population locale progresse, grâce à l'ardeur du missionnaire de saint François-Xavier et aux mariages de masses initiés et présidés par Albuquerque en personne. Les Portugais s'y maintiennent jusqu'en 1641 mais cèdent alors devant les Néerlandais, qui y établissent une contrainte commerciale plus forte que leurs prédécesseurs. C'est l'époque où la Malaisie n'est pas seulement un point stratégique de premier ordre sur une grande route de commerce, mais présente aussi un gros intérêt par ses ressources propres. La population, essentiellement malaise et chinoise, s'accroît rapidement et se groupe sur les côtes, l'intérieur étant à peu près vide. En 1795, c'est au tour de la domination britannique s'installer sur la Malaisie, avec dans un premier temps, l'occupation de Malacca. Trente ans plus tard, en 1824, les Néerlandais, par le traité de Londres, abandonnent aux Britanniques Malacca et tous leurs droits sur la péninsule et sur Singapour. Ces accords instaurent la coupure du monde malais en deux entités qui ultérieurement, formeront la Malaisie et l'Indonésie. À partir de 1830, les Britanniques organisent leur implantation : d'abord, par la création des établissements des détroits (Penang, Malacca, Singapour), dont Singapour devient la capitale en 1837. Puis, en 1874, l'État malais de Perak passe sous protectorat britannique et, en 1896, sont groupés en une fédération (Federation of Malay States, FMS) les quatre États de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, dont la capitale sera Kuala Lumpur (le « confluent boueux » en malais). L'essor économique est fulgurant mais surtout, la composition de la population se modifie. Les Chinois, venus jusque-là à titre provisoire, le temps de faire fortune dans le rush vers l'étain s'installent plus durablement et surtout en grand nombre. Rien que pour les deux années 1899 et 1900, on estime à 100 000, le

nombre de Chinois qui arrivent dans la seule FMS. Enfin, avant 1914, la puissance britannique s'étend sur les États non fédérés : les cinq sultanats de Kelantan, Trengganu, Kedah, Perlis, Johore, et jusqu'au nord de Bornéo avec Sarawak et le sultanat de Brunei. Ainsi, entre 1786 et 1914, par un grignotage qui dura 120 ans, les Britanniques donnèrent-ils forme à la Malaisie actuelle.

2.3 Le temps des troubles et de la stabilisation

L'occupation japonaise a marqué le début d'une période de violences, qui se prolongea au-delà de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Conquise en 1941, la Malaisie est libérée en 1945 ; la souveraineté britannique est rétablie. Mais très vite, une guérilla inspirée par le parti communiste, particulièrement fort dans la population chinoise, obligea le gouvernement britannique à mener une politique de répression, recourant à une politique de regroupement des paysans chinois, afin de mieux les surveiller, associée à des concessions. Celles-ci aboutirent à l'indépendance de onze États groupés dans la fédération malaise en 1957. Il fallut attendre 1960 pour pouvoir lever un état d'urgence qui durait depuis 12 ans, période appelée « Emergency ». En 1963, une « Grande Malaisie » fut formée en ajoutant aux États péninsulaires Sabah, Sarawak et Singapour. Mais, cette dernière mit très vite fin à l'expérience et devint une république indépendante en 1965. Cet élargissement de la Fédération sera par ailleurs, contesté par les Philippines et l'Indonésie intercédera en sa faveur, se posant ainsi en champion de l'anti-impérialisme. Elle enverra, en outre, ses commandos à travers la jungle de Bornéo pour attaquer des positions malaisiennes. Cet affrontement sera appelé « Konfrontasi » et cessera en août 1966. En 1969, la société malaise continue à sombrer dans la violence, compte tenu de certaines inégalités dans la répartition des revenus en fonction des appartenances communautaires. En janvier 1970, est créé un Conseil consultatif national qui est chargé de faire l'inventaire des mesures susceptibles de restaurer l'harmonie et la confiance mutuelle. Elles sont de deux ordres : politiques et économiques.

Outre de nouvelles élections, qui ont lieu au début de l'été 1970, une idéologie nationale est proclamée le 30 août 1970. C'est la Rukunegara. Il s'agit d'un code de conduite formé de cinq principes fondamentaux, auquel tout Malaisien doit souscrire obligatoirement. Il s'agit de la croyance en Dieu, la loyauté au Roi et à la patrie, le respect et le soutien de la Constitution, l'application et le règne de la loi et, enfin, une bonne moralité et une conduite irréprochable.

La croyance en Dieu, au singulier, dans un pays où la plupart des Chinois et des Indiens sont polythéistes, indique clairement qu'on est dans un pays musulman et qu'il convient de s'y conformer. Cela signifie aussi que l'athéisme, l'agnosticisme ou une indifférence dans ce domaine ont tôt fait de classer telle personne dans la catégorie abhorrée du suppôt du communisme. Quant à la loyauté au roi et au pays, elle impose la reconnaissance de la

suprématie politique des Malais. Le principe de bonne moralité n'est pas non plus innocent : les musulmans considèrent souvent que les Chinois ont un comportement amoral pour les normes islamiques. Ce dernier principe fait également plaisir à tous ceux qui ont eu à souffrir de la corruption. Au nom de cette Rukunegara, une ordonnance interdit toute critique publique qui attenterait à ces principes.

La crise de 1969 et les affrontements interraciaux tournent une page dans l'histoire de la Malaisie indépendante, puisque c'est bien l'édification d'une nation qui se trouve posée et non plus, la seule cohabitation de groupes ethniques rivaux. Deux hommes ont marqué la formation de la Malaisie de 1970 à 1990. Tout d'abord, Abdul Razak permit de sortir de la crise de 1969 et à l'origine du code de bonne conduite. Ensuite, le docteur Mahathir Mohamed, élu en 1981, qui rêve d'une Malaisie prospère, renforcera son pouvoir grâce au formidable développement économique que connaît le pays. En 1994, Tuanku Jaafar fut intronisé dixième roi de la Fédération. Trois ans plus tard, le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Anwar Ibrahim, fut nommé par le Premier ministre pour reprendre la tête du gouvernement. Cependant, en 1998, ce dernier, soupçonné de corruption, fut arrêté et accusé d'atteinte à la sécurité de l'État. Outre les nombreuses manifestations qui furent réprimées par la police, le procès qui suivit, eut pour effet, au sein du gouvernement, d'accroître les tensions entre les modernistes, qui soutenaient Anwar Ibrahim, et les partisans de son successeur, Mahathir Mohamed, dont les méthodes autoritaires étaient de plus en plus contestées. Ce fut donc, dans un climat social et politique instable que le Sultan Salahuddin Abdul Aziz Shah Alhaj Ibni Almarhum Sultan Hishamuddin Alam Shah Alhaj succéda au roi Tuanku Jaafarv en 1999.

TROISIEME PARTIE :

ISLAM : FACTEUR DES CRISES ?

1. Indonésie

Loin de se résoudre uniquement à un affrontement entre minorités chrétiennes face à des hordes de musulmans fanatiques, ce qui se passe en Indonésie mérite une approche plus complète et plus précise des motifs multiples des conflits locaux. Cela exige aussi une mise en lumière non seulement du caractère foncièrement hétérogène de la société indonésienne mais encore des faiblesses structurelles de cette dernière, accélérées par des bouleversements que ce pays subit depuis maintenant quelques années. Certes, il y a des régions d'Indonésie où les affrontements recouvrent cette polarité confessionnelle, mais ce n'est pas le cas sur l'ensemble de l'archipel. Le plus souvent, les conflits regroupent plusieurs motifs à la fois, tant ethniques que politiques mais aussi sociaux, et si l'élément religieux est une des composantes, il recoupe parfois celle du nationalisme.

Les conflits décrits ci-dessous illustreront l'inanité de certaines thèses réduisant l'Islam à la menace majeure en Indonésie.

1.1 Conflit des Moluques : des causes multiples

Ce conflit, qui a fait entre six et huit mille victimes, un demi million de personnes déplacées, a vu émerger dans le temps, deux camps belligérants : d'une part des musulmans (dénommés les " blancs ", en référence à la pureté de l'Islam - santri) et d'autre part des chrétiens (appelés " les rouges " par opposition - abang). Les motifs se sont cristallisés sur le fait religieux.

C'est le 19 janvier 1999 que le conflit commença dans la capitale des Moluques, Ambon, par une altercation entre un chauffeur de bus local et un passager. L'important n'était pas de savoir que l'un était chrétien et l'autre musulman, mais que l'un était originaire de l'île d'Ambon et l'autre de Célèbes (Sulawesi). Ce conflit, peu médiatisé et qui n'a pas semblé susciter le moindre intérêt de la part des instances internationales, est devenu presque deux à trois fois plus meurtrier que ceux du Kosovo et du Timor Oriental réunis. Situées à l'Est de Java, l'archipel des Moluques se situe entre Célèbes et la partie occidentale de la Papouasie. Peuplé de près de 2 500 000 habitants, cette partie de l'Indonésie compte un grand nombre de chrétiens (essentiellement protestants) comparativement aux autres provinces indonésiennes. Dans l'ensemble de l'archipel des Moluques, on compte 36,9 % de protestants et 5,8% de catholiques contre 56,8% de musulmans. Cependant, au nord de cet archipel, les taux sont

différents (71,4% de musulmans, 27,2% de protestants et 1,3% de catholiques). Mais si le fait religieux est la principale cause du conflit, il n'est pas le seul. Dans les rapports entre les Moluques et Java, nous trouverons effectivement un des éléments de ce conflit. Comme les autres îles d'Indonésie, les Moluques recèlent un grand nombre de richesses (ressources minières, agricoles, etc.) lesquelles ne sont pas redistribuées équitablement entre les provinces et l'Etat. Jusqu'à la mise en place au premier janvier 2001 de la loi sur l'autonomie régionale, Jakarta reprenait la quasi-totalité de ces richesses, favorisant l'émergence d'un réel sentiment d'injustice chez les habitants de la périphérie.

Un des facteurs du conflit qui est aussi à prendre en compte, est la politique de transmigration engagée par Jakarta depuis des dizaines d'années. Avec cette transmigration, l'archipel aux épices a vu s'inverser le taux de chrétiens par rapport aux musulmans, et celui des " moluquois de souche " par rapport aux " transmigrants ". Aux Moluques, les immigrants viennent principalement de l'île de Buton (Sud-Est de Célèbes), mais il faut compter aussi les Bugis et les Makassars (Sud de Célèbes), ainsi que les personnes issues de Java et de Sumatra. Soulignons que tous ces migrants sont musulmans et les différents gouvernements ont utilisé cette technique, pour maintenir dans le giron de Java, ces îles de la périphérie. Il est utile ici de rappeler que 70% de la population indonésienne est concentrée sur Java. Par l'envoi de nombreux immigrants pro-javanais (essentiellement Bugis et Madurais) dans les îles moins habitées (Sumatra, Kalimantan, Moluques, petites îles de la Sonde), le gouvernement central assoit son autorité plus aisément. Une colonisation de peuplement disent les non javanais, un remède au surpeuplement répond le gouvernement de Jakarta.

A ce conflit des Moluques entre groupes ethniques et religieux différents, s'ajoutent des motifs d'ordre politique. Dans les années 1950, dans la période cruciale de l'affermissement de l'Etat indonésien, une République des Moluques du Sud (Republik Maluku Selatan) avait tenté de voir le jour. Et si aujourd'hui, les partisans de l'indépendance n'ont pas abandonné leur objectif, il est cependant difficile de déceler l'ampleur de leur implication dans ce conflit. La faction musulmane n'ayant pas manqué de souligner et de jouer cette " carte séparatiste " pour mobiliser, allant même jusqu'à dire que le sigle RMS voulait plutôt dire Republik Maluku Serani, c'est-à-dire, République des Moluques Chrétiennes. Par les influences diverses émanant de certains mouvements jakartais islamistes voulant dynamiser leur action, notamment le FKASW (le Forum de Communication Ahlus Sunnah Wal Jama'ah), le conflit est devenu peu à peu inter religieux dans l'ensemble de l'archipel aux épices. Les troubles du Centre (Ambon) recoupèrent alors dans leur polarisation, ceux du Nord d'Halmahera. Des appels à la Jihad furent lancés officiellement en février 2000, lors d'une grande manifestation à Jakarta. Notons qu'Amien Rais, Président de l'Assemblée consultative du peuple (considéré comme un musulman "modéré") était présent à cette manifestation, ainsi que Hamzah Haz

chef du PPP (parti musulman du développement et de l'unité) et actuel Premier Ministre de Megawati, cautionnant objectivement, les appels au massacre de chrétiens lancés par les organisateurs du rassemblement. Dans le premier trimestre de l'année 2000, le Laskar Jihad entraînait donc en scène, envoyant depuis Java des milliers de combattants pour " défendre les musulmans agressés par les chrétiens ", et en fait pour nettoyer les Moluques de toute présence chrétienne. Pendant sa campagne de " guerre sainte " l'alternative laissée aux chrétiens capturés était la conversion ou la mort. Ce groupe utilisa même la fibre patriotique pour mobiliser contre les chrétiens, avançant que ces derniers avaient des visées séparatistes. Mais le Laskar Jihad n'est pas le seul acteur étranger aux anciennes îles aux épices.

En effet, d'anciens militaires ont soutenu le Laskar Jihad. De l'argent saoudien fut également versé à des fondations néo-Wahhabites très proche du Laskar Jihad, comme la Al-Irsyad. Ces fonds ont non seulement permis l'envoi de combattants sur les Moluques, mais aussi des matériels de guerre permettant l'entraînement des Laskar (combattants) non loin de Bogor, au grand jour et sans interventions de la Police. Par ailleurs, une frange de l'Armée (Tentara Nasional Indonesia) s'est elle-aussi impliquée dans le conflit ; mais si certains militaires d'active ont pris part aux côtés des musulmans, ce n'est pas pour des motifs exclusivement religieux mais également pour des raisons politiques et économiques. Rejetés par la population, discrédité auprès de l'opinion publique internationale avec l'affaire du Timor, cette frange de l'Armée musulmane a trouvé là, le moyen de redorer son blason en se présentant comme facteur d'ordre et seul garant de la sécurité nationale. Pendant le mandat de " Gus Dur " Wahid, premier Président réellement élu démocratiquement après plus de trente ans de pouvoir autocratique de Suharto, le conflit des Moluques n'a pas faibli. Plus de 500 000 moluquois ont fui leur archipel pour se réfugier essentiellement au Nord de Célèbes. Rien ne fut réellement entrepris par le Président et son gouvernement pour faire cesser les massacres. Produit d'une coalition très fragile et issu d'un parti minoritaire, Wahid ne put mettre un terme aux affrontements. Avec le décret d'Etat d'urgence civil mis en œuvre le 27 juin 2000, un grand nombre de membres des forces de l'ordre fut envoyé mais sans succès, certains d'entre eux prenant même fait et cause pour l'un ou l'autre camp.

1.2 Les massacres dans la province de Kalimantan (Ile de Bornéo)

C'est le moins développé des conflits indonésiens. Kalimantan est la partie indonésienne de la grande île de Bornéo ; elle en occupe les deux tiers. D'une violence inouïe, les massacres dans la province, en février et mars 2001, ont provoqué un mouvement de panique et l'exode de quelque 50 000 Madourais. Qualifiée hâtivement de purification ethnique par de nombreux journalistes, l'explosion de la violence à Kalimantan plonge ses racines dans la politique du général Suharto. Et l'ombre de l'armée plane sur le conflit.

Les tueries intercommunautaires dans la province de Kalimantan trouvent leur source dans la politique de colonisation de l'archipel menée par le régime du général Suharto (1965-1998). Pendant des décennies, celui-ci a encouragé la migration de Javanais et de Madourais vers Kalimantan comme vers d'autres provinces périphériques, qui s'opposent aujourd'hui au pouvoir central. Destinée à désengorger Java et assurer le contrôle de Djakarta sur les grandes îles de l'archipel, cette politique de « transmigration » se doublait de la confiscation des ressources locales au profit des élites associées au régime. A Kalimantan, les Dayak ont ainsi été marginalisés sur leurs propres territoires. Précisons que, en tant que groupe ethnique, ils n'existent pas. Ce terme flou désigne l'ensemble des populations non islamisées de l'intérieur de Bornéo, qui se répartissent en au moins une dizaine de groupes parlant des langues parfois sensiblement éloignées et ne permettant pas l'intercompréhension, même si certains traits culturels leur sont communs. Sous le général Suharto, les espaces forestiers qui constituaient à la fois des lieux de vie et la base de l'économie des populations de l'intérieur ont été confisqués par le gouvernement, qui a nié les droits traditionnels locaux. Ainsi, depuis 1967, plus de 40 % de la superficie provinciale de Kalimantan-Ouest et 75 % de celle de Kalimantan-Centre ont été accordées à des concessionnaires privés de Java, qui ont surtout fait appel à une main-d'œuvre extérieure pour couper les forêts, au point de compromettre leur régénération future. Les forêts denses ne couvrent plus que 34 % de la superficie de Kalimantan, contre 76 % dans les années 1960. Le phénomène de marginalisation des autochtones s'est également manifesté sur le plan politique puisque, sur les six districts de Kalimantan-Ouest, un seul, le plus reculé, a été laissé à un membre de l'ensemble Dayak en 1995.

De plus, il faut savoir que la plupart des conflits intercommunautaires récurrents depuis les années 1970, ont été entamés par des actes de nature crapuleuse commis par des immigrants madourais. Et si la violence des Dayak contre ces derniers a été particulièrement féroce, il est important de souligner que les tensions ne sont pas binaires. Les Dayak n'ont pas remis en question la pluralité ethnique d'une île comptant de nombreux groupes, à la fois locaux (Banjar, Malais, Punan) et exogènes (Bugis, Javanais, Sino-Indonésiens). Par ailleurs, les graves émeutes de 1999 avaient surtout vu l'affrontement de Malais autochtones musulmans contre des Madourais migrants de même religion et sans grand clivage culturel. Les Dayak se sont alors associés aux Malais, mais ils n'étaient pas les moteurs des affrontements.

La crise économique, environnementale et politique, à la fin des années 1990, a été aussi un facteur dans l'irruption de la violence. Depuis 1997, trois changements majeurs n'ont fait que complexifier les problèmes et ont certainement influé sur l'ampleur prise par les troubles au cours des dernières années. La crise « asiatique » a amené les deux tiers de la population indonésienne et 80 % des Dayak, au-dessous du seuil de pauvreté, avivant les rivalités socio-économiques. Parallèlement, la chute de M. Suharto a fragilisé la mainmise militaire sur le

territoire et remis en cause, un mode de fonctionnement fondé sur la peur des forces de l'ordre. La mise en place dans l'urgence, en janvier 2001, par le président Wahid d'une politique de décentralisation mal maîtrisée ne résoudra pas le problème. Cette réforme prévoit de laisser au niveau local une grande partie des ressources financières. Elle cherche à revenir sur les excès du centralisme des régimes précédents et à répondre aux aspirations des populations locales à mieux maîtriser leur destin. Toutefois, alors que jusqu'à présent les provinces (au nombre de 26) avaient été l'échelon administratif privilégié, les législateurs, craignant la constitution d'unités trop puissantes pouvant aspirer à l'indépendance, ont préféré accorder l'autonomie financière aux districts (au nombre de 364). Ce fractionnement extrême pose le double problème de la compétence et de l'honnêteté des dirigeants locaux, ainsi que de la répartition des revenus, dans un pays où les inégalités régionales sont particulièrement marquées. L'extension des troubles à la province centrale de l'île, en 2001, est révélatrice de ce phénomène d'éclatement. Jusqu'alors, les conflits s'étaient essentiellement limités à la partie occidentale, zone de peuplement ancien, où les communautés autochtones sont minoritaires. Ainsi, dans la province de Kalimantan-Ouest, où a eu lieu l'essentiel des troubles intercommunautaires jusqu'en 1999, les Dayak représenteraient 40 % de la population, contre 34 % de Malais des côtes (islamisés et vivant depuis des générations à Bornéo) ; 15 % de Sino-Malais ; 5 % de Bugis de Célèbes, et environ 3 % chacun pour les Javanais et les Madourais.

La question culturelle et identitaire est aussi d'une importance capitale. L'ensemble des groupes qui composent la communauté Dayak se plaint depuis longtemps du mépris des «immigrants» envers eux et leur culture : images négatives, manque de respect des traditions ou rites, imposition des religions extérieures, pollution des rivières, destruction des forêts qui pour certains ont une valeur sacrée. Ce sentiment d'être méprisé a été renforcé par le fait que les corps des Dayak tués lors des interventions de l'armée en 1997 ont été enterrés en secret pendant la nuit (acte impensable dans la culture locale). Le nombre des morts et leurs identités n'ont pas été révélés. Les familles n'ont pu procéder aux rites funéraires et les décomptes officiels ne retenaient que les victimes madouraises.

1.3 Aceh : musulmans contre musulmans

Province de 57 365 km² au nord de l'île de Sumatra, très riche en pétrole et en gaz naturel, elle compte cinq millions d'habitants. Le pourcentage de musulmans y est de 63,2%, celui des protestants de 28%, les catholiques de 5%, les hindous de 0,2%, les bouddhistes de 3,3% et les autres de 0,2%. On y trouve une dizaine d'ethnies. Premier royaume de l'archipel à embrasser l'islam au 13^{ème} siècle, Aceh est connue pour son rigorisme religieux. Au 16^{ème} siècle, les quelques navigateurs européens, en route pour les îles aux épices, qualifiaient ces populations de vindicatives et de violentes, comparativement aux autres rencontrées dans les parages. Cette

province est également connue sous le nom de « véranda face à La Mecque » ou « antichambre de La Mecque » par certains indonésiens. Créé en 1976, le Gerakan Aceh Merdeka (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre) provoque depuis 1990, manifestations et violences ayant entraîné plus de 5 000 victimes. Ce qui a radicalisé le mouvement acehnais dans les dernières décennies, est l'instauration durant neuf ans de la loi martiale. En effet, le district d'Aceh était classé Zone d'Opérations Militaires et en septembre 1998, le Général Wiranto, vice-président de la République d'Indonésie, levait le statut martial et présentait des excuses publiques aux habitants pour les exactions commises par le passé ; toutefois, la rupture était déjà entamée. Au refus de la répression militaire, s'ajoute la revendication d'un juste partage des revenus du gaz (40% de la production indonésienne et représentant un milliard d'euros) et des autres ressources naturelles. Le président Wahid a évoqué un possible référendum d'autodétermination, désengagé les forces armées non acehnaises et promis 75% des revenus du gaz et des mines. Depuis 1999, les Acehnais qui ont imposé à nouveau le voile à leurs femmes, peuvent observer à leur convenance les règles de vie musulmane. En mai 2000, le GAM a signé un cessez-le-feu qui, entré en vigueur en juin, a été rapidement rompu. En novembre, l'armée et la police ont ouvert le feu pour empêcher un rassemblement de plusieurs milliers de personnes. Wahid a tenté une réconciliation, en se rendant en Aceh, le 19 décembre 2000, équipé d'un gilet pare balles et protégé par 2 000 soldats. Après la poursuite des négociations à Genève en janvier 2001, le principe du cessez-le-feu a été reconduit mais en mars, après 200 tués depuis le début de l'année, des opérations de sécurité limitées ont été annoncées. L'armée et la police disposent sur place d'environ 30 000 hommes. Devant la dégradation de la situation, trois des cinq gisements de gaz d'Exxon Mobil ont été arrêtés en mars 2001.

Ainsi, le conflit dans cette province n'est pas de nature religieuse, ni vraiment ethnique. C'est, en revanche, une rébellion ayant des racines historiques lointaines, agrémentée de soubassements politiques.

1.4 Le Timor Oriental : le chemin sanglant vers l'indépendance

En août 1975, les Portugais, soucieux de ne pas s'imposer un nouveau conflit colonial, abandonnent leur colonie du Timor Oriental. Les Indonésiens qui occupent déjà la partie occidentale de l'île, s'y installent militairement le 5 décembre 1975. Ils l'annexent en juillet 1976 sous le nom de Timor-Timur, 27^{ème} province d'Indonésie. Durant cette annexion, l'Indonésie a perpétré des massacres considérables. Avec la bénédiction des américains, les tueries auront lieu, portant le nombre de victimes à environ 200 000, avec une apogée en 1978.

Quelques dizaines d'années plus tard, l'affaire du Timor-Timur a impliqué également des acteurs pour le moins surprenant. De 1991 à 1998, les soldats indonésiens qui furent impliqués

dans les exactions que l'on sait, ont été entraînés sur le sol des Etats-Unis dans le cadre d'un programme approuvé par l'administration Clinton. Ce programme visait à instruire sur la lutte en zone urbaine, la surveillance, le contre espionnage et le tir. Par ailleurs, de mai 1997 jusqu'à la fin 1999, plus d'une cinquantaine d'officiers indonésiens ont été formés dans les Ecoles militaires anglaises. Ainsi, l'armée indonésienne, garante de l'intégrité territoriale mais aussi soucieuse de protéger ses intérêts économiques (réserves de pétrole) refuse la sécession. Les Timorais catholiques s'opposent aux colons indonésiens, souvent musulmans, venus des Célèbes, de Java, de Bali ou du nord de Sumatra. En mai 1998, Suharto remet ses pouvoirs au vice-président Habibie qui attendra janvier 1999, pour accepter le principe de l'indépendance de la 27^{ème} province. Les négociations conduites de février à mai 1999 aboutissent le 30 août, à un référendum sans appel : plus de 78% des électeurs se prononcent pour l'indépendance. Son succès fait redoubler les violences des milices timoraises soutenues par l'armée indonésienne. L'Onu intervient le 20 septembre 1999 et en octobre 2000, est mise en place l'Administration transitoire des Nations unies au Timor Oriental (ATNUTO).

1.5 Attentat de Bali

Selon les informations officielles fournies par les services gouvernementaux à Bali, la première explosion s'est produite le 12 octobre 2002, au Paddy's Club Café à 23h15. La seconde explosion a eu lieu au Sari Club Café à 23h17. La première explosion semble avoir eu pour but d'attirer le plus de gens possible dans la rue, afin de causer un maximum de victimes. Selon les données connues, le nombre total de victimes était de 509, dont 183 morts.

Ce n'est pas la première fois que l'Indonésie est frappée par le terrorisme, mais jamais d'une ampleur similaire. Les mises en garde américaines n'ont pas été suivies d'effet pour plusieurs raisons. D'abord, le gouvernement ne voulait pas avoir l'air de céder aux pressions de Washington. Ensuite, il ne voulait pas revenir à la pratique, caractéristique de l'ère Suharto, des arrestations arbitraires de suspects politiques. Enfin, les autorités redoutaient qu'une offensive contre les musulmans radicaux ait un air diviseur, à un moment où la président Megawati Sukarnoputri a besoin du soutien des partis musulmans pour remporter, en 2004, un autre mandat. Depuis l'attentat de Bali, le climat politique a radicalement changé. Le gouvernement a approuvé un décret antiterroriste, le 18 octobre 2002, et le lendemain, le Cheikh Abou Bakar Baashir, chef de la Jemaah Islamiyah, organisation accusée d'entretenir des liens avec Al-Qaida, était arrêté.

Or, l'impact de l'attentat va bien au-delà, affectant les équilibres institutionnels et menaçant les perspectives de démocratisation. Déjà critiquée pour son manque d'envergure, la présidente a été durement atteinte et les forces armées indonésiennes, dont l'influence avait

reculé après la chute du général Suharto en 1998, pourraient bien être les premières à bénéficier du désastre de Bali.

2. La société malaisienne : un équilibre ethnique fragile

La société malaisienne est une mosaïque de races qui engendre des tensions internes, facteur principal de fragilité pour la Fédération. La population est composée de 50% de Malais, 30% de Chinois, 10% d'Indiens, 9% d'Aborigènes, le 1% restant étant composé de plusieurs autres races. L'unique mais important problème de la société malaisienne est celui de l'équilibre ethnique, qui risque de pencher en faveur des Chinois. Le Parti Islam Sa-Malaysia (PAS) gouverne déjà deux Etats (Kelantan et Trengganu) et la loi islamique est appliquée dans plusieurs Etats de la Fédération. L'Islam pourtant ne gouverne pas la Malaysia. La présence d'importantes communautés chinoise et indienne ont conduit à deux systèmes juridiques : l'un laïc et l'autre musulman. Depuis la fin des années 80, les autorités contraignent les Malais, supposés musulmans, à se faire juger par un tribunal religieux. Chantre de la cause ethnique malaise au début de sa carrière politique, Mahathir Mohamed joue aujourd'hui la carte de l'unité nationale. Idée qui dérange la classe moyenne malaise satisfaite par ses privilèges, mais qui enchante les Chinois, les jeunes malais et les autres minorités.

En août 1995, le Premier ministre a plaidé en faveur d'une « Malaisie bangsa » c'est-à-dire une nation malaisienne unie composée de Malaysiens et non de Malais, de Chinois, d'Aborigènes... Devant les protestations des Chinois et Indiens qui s'estiment victimes de la politique de discrimination qui offre, depuis les années 70, 55% des places de l'enseignement supérieur aux « Bumiputras » (fils du sol), le gouvernement a examiné en 2001 un projet qui ramènerait ce quota à 50%.

2.1 Les Malais

Comme les autres communautés du pays, ceux que l'on désigne sous le nom de Malais recouvrent plusieurs catégories de populations de l'archipel insulindien. Les Malais sont le produit d'un mélange de peuplades locales qui adoptèrent les coutumes malaises et l'islam.

L'islam est au cœur de la vie malaise et contrairement à d'autres pays musulmans où une tolérance non explicite aboutit à fermer les yeux sur les comportements non orthodoxes, en Malaisie, un musulman surpris à consommer de l'alcool peut avoir à en répondre devant la justice. Cependant, ce rigorisme ne s'accompagne pas des crispations que l'on peut constater dans certains pays du Moyen-Orient. La raison centrale réside sans doute, dans la place que tiennent les femmes au sein de la communauté malaise. Loin d'être recluses, elles participent activement à la vie économique des villages et des bourgades ; ce sont elles qui gèrent bon nombre de commerces et s'avèrent en général beaucoup plus opiniâtres en affaires que leurs époux. Dans les bourgades où coexistent Malais et quelques familles de commerçants chinois,

les premiers ne s'offusquent pas si, en plein mois de ramadan, ceux-ci fument en pleine rue ou prennent leur repas en plein air. La Malaisie est couverte de publicités ventant des marques de bières locales ou singapouriennes, parfois non loin des mosquées !

Une des particularités de la politique des autorités est qu'elle permet à un grand nombre de Malais de travailler dans la fonction publique ou des secteurs assimilés. Néanmoins, les jeunes générations accèdent de plus en plus à l'éducation et occupent des professions plus qualifiées. Ce qui est de nature à favoriser l'ouverture sur les autres groupes et à permettre d'adopter un comportement culturellement moins frileux.

2.2 Les Chinois

Entrepreneurs, dynamiques, solidaires, telle est l'image flatteuse que les Sino-Malaisiens aiment à donner d'eux-mêmes. En réalité, cette communauté connaît des clivages très profonds en son sein, liés à l'histoire et à la géographie des régions du pays d'adoption, mais aussi à celles de la province d'origine. S'il est vrai que se sont constituées quelques immenses fortunes, l'écrasante majorité des Chinois mène une vie tout à fait modeste, bien que leur revenu moyen reste très au-dessus des Malais. Comme eux, ils restent très attachés à leurs traditions où la fidélité aux ancêtres tient une grande place. Ce traditionalisme ne prend pas l'allure d'une attitude figée ; la conception bouddhiste du monde qui relativise les choses, imprègne cette culture. Si tous célèbrent les grandes fêtes du Nouvel An chinois, les Sino-Malaisiens sont cependant partagés par des coutumes diverses de leur région d'origine dans la Chine méridionale, mais aussi par la langue bien qu'un effort commun soit fait pour utiliser le mandarin. Rites bouddhistes, confucianistes ou taoïstes sont diversement observés avec souvent une combinaison d'éléments de chacun. Par contre, il semble que peu de Chinois se soient convertis au christianisme (sauf à Malacca et dans les Etats de Bornéo) ou à l'islam, contrairement aux Indiens. Contrairement à leurs parents, les jeunes Sino-Malaisiens ne caressent plus le rêve, toujours repoussé, de rentrer sur la terre des ancêtres. De plus en plus, les jeunes Chinois revendiquent le fait d'être Malaisiens à part entière et aspirent à ce que les discriminations dont ils font l'objet sur le plan politique, disparaissent. Le jeu politique institutionnel étant verrouillé, c'est dans d'autres formes d'expression de la société civile (associations, domaine artistiques...) qu'ils tentent de faire entendre leur voix.

2.3 Les Indiens

Leur présence dans la péninsule remonte à l'époque du sultanat de Malacca. Auparavant, l'hindouisme, avant la venue de l'islam, ne permettait guère de distinguer, parmi le brassage de populations, ceux originaires du sous-continent et les autochtones, entre lesquels se réalisait une osmose. Aujourd'hui, 80% des Malaisiens d'origine indienne sont des Tamouls, importés pour travailler dans les plantations d'hévéa au début du 20^{ème} siècle. Si l'hindouisme reste

largement dominant chez les Tamouls, le zèle des missionnaires à l'époque coloniale paraît avoir donné des résultats car il n'est pas rare de trouver des églises méthodistes, adventistes ou autres, fréquentées par une foule endimanchée chantant des cantiques. Dans les agglomérations, nombre d'Indiens sont devenus musulmans, plus sous l'influence d'autres Indiens déjà convertis depuis des générations que par le prosélytisme des Malais. Les mariages mixtes avec des Malais qui impliquent conversion, aident à ce phénomène. Par ailleurs, en adhérant à l'islam, l'Indien est assimilé aux Bumiputras et peut donc accéder à la fonction publique. Le niveau moyen de qualification des Tamouls étant généralement plus faible que leurs compatriotes chinois, la tentation peut exister. L'hindouisme interdisant la consommation d'alcool, la cohabitation avec les Malais semble moins problématique qu'avec les Chinois. De plus, par nombre d'aspects, l'attitude vis-à-vis des repas est beaucoup plus voisine. En effet, les Sino-Malaisiens aiment se retrouver en groupe autour d'une pléthore de plats, composés parfois d'ingrédients (serpents, méduses...) qui répugnent aux autres et qu'ils dégustent collectivement pendant de longues heures. Or, Malais et Indiens semblent ne pas attribuer à la nourriture une autre fonction que celle de se sustenter. L'antagonisme entre Indiens et Malais ne connaît donc pas la même acuité que celui qui oppose Malais et Chinois. Le poids démographique des Indiens (à peine 10% de la population totale), leur faible pouvoir économique expliquent que cette tension soit moindre. Le processus d'intégration de la communauté musulmane indienne dans l'univers malais varie avec le temps et le lieu. Si l'assimilation commence à s'opérer dans les cités moyennes, dans les grandes villes, notamment à Kuala Lumpur, un certain clivage entre ces coreligionnaires persiste.

2.4 Les Aborigènes

Etant peu nombreux dans la Malaisie péninsulaire, il est courant qu'ils ne soient guère évoqués. Caractérisés par une attitude pacifique et craintive, aimant par-dessus tout leur liberté (même l'autorité parentale n'existe pratiquement pas et ne cesse de décourager les autorités académiques qui s'efforcent de scolariser les enfants), ils furent longtemps soupçonnés d'être des complices de la guérilla. La création d'un Bureau chargé spécialement de gérer leurs affaires fut d'ailleurs une conséquence indirecte de l'Emergency. Avec l'élargissement de la fédération, en 1963, la géographie ethnique du pays se modifie et les aborigènes deviennent la quatrième composante du pays : au Sabah et au Sarawak, en effet, ceux-ci, désignés sous le nom générique de Dayak, forment un pourcentage considérable de la population malaisienne de ces Etats. Etant les premiers habitants du pays, il est impossible de leur refuser le statut de Bumiputra et, comme pour les descendants des immigrations chinoise et indienne, de les ranger officiellement dans une citoyenneté marginale. Pour cette raison, ils constituent un véritable casse-tête pour les autorités qui ne peuvent les contourner. La principale question qui

revient sans cesse tourne autour de la propriété du sol, des forêts et des cours d'eau. Mais le morcellement tribal et géographique de ces peuples aborigènes ne leur a guère permis jusqu'à ce jour de s'unifier pour s'exprimer de manière concertée. Le degré inégal d'intégration dans le système moderne, suivant les groupes, ne facilite pas non plus, un possible regroupement.

QUATRIEME PARTIE :

POLITIQUE ET ARMEES

1. Politique intérieure

L'Indonésie est un pays qui repose depuis de nombreuses années sur un régime instable dont la corruption est une pratique courante. L'Armée, dans ce système, joue un rôle politique et financier qui le détourne de ses fonctions régaliennes.

La Malaisie, en revanche, semble échapper tout au long de son histoire à une instabilité politique. Son Armée, contrairement aux forces indonésiennes, n'assure que des fonctions propres de défense et elle est confrontée à une réduction de son budget, compte tenu d'une menace très limitée de la part des pays voisins.

1.1 Indonésie

1.1.1 La constitution de 1945

La Constitution de la République d'Indonésie est habituellement appelée la Constitution de 1945, ceci parce qu'elle fut établie et adoptée en 1945, quand la République fut proclamée. Les différents articles de la Constitution expliquent les idéaux et les objectifs sur lesquels l'indépendance fut proclamée le 17 août 1945. Elle reflète l'esprit et la vigueur du temps où elle fut conçue. Elle fut inspirée par le désir d'unité et pour des objectifs communs comme la démocratie, construite sur le vieux concept indonésien de *gotong royong* (assistance mutuelle), sur la délibération des représentants (*musyawarah*) et le consensus (*mufakat*). Précédée d'un préambule, la Constitution de 1945 comporte 37 articles, 4 clauses additionnelles, et 2 réserves.

Le préambule est composé de 4 paragraphes et inclut la condamnation de toute forme de colonialisme dans le monde, une référence à la lutte pour l'indépendance de l'Indonésie, une déclaration d'indépendance et un énoncé des objectifs et des principes fondamentaux. Il développe plus loin que l'indépendance nationale de l'Indonésie doit être établie dans le cadre de l'état unitaire de la République d'Indonésie, dont la souveraineté réside dans le peuple. L'Etat doit être fondé sur les cinq principes philosophiques suivants appelés « Pancasila » : la croyance en Dieu, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, une démocratie guidée par la sagesse des délibérations des représentants, et la justice sociale pour tout le peuple indonésien.

1.1.2 L'instabilité du régime

Malgré une Constitution de 1945 qui semble apporter des éléments de stabilité pour un régime politique, l'Indonésie n'a jamais pu, depuis son accession à l'indépendance, asseoir des fondations solides pour former un gouvernement stable.

Sukarno prend le pouvoir en 1949 et il est rapidement confronté aux rebellions des séparatistes de la province d'Atjeh et des Moluques. Il tente d'instaurer le « socialisme à l'indonésienne » à l'intérieur et opte pour le « non-alignement » à l'extérieur. Victime en 1965, d'un coup d'Etat, le président Sukarno fait appel au général Suharto. Responsable du maintien de l'ordre, ce dernier, quelques mois plus tard, confisque le pouvoir détenu par Sukarno. Le général Suharto, soutenu par sa famille, son parti et l'armée, se maintient au pouvoir en se succédant à lui-même en 1973, 1978, 1983, 1988, 1993 par un plébiscite programmé. Constamment réélu, il a appuyé son système politique (la « démocratie guidée ») sur trois pôles : le Pancasila (la "philosophie" ou code de vie des Indonésiens), l'Abri (l'armée indonésienne et sa double mission de défense et de développement du pays) et le Golkar (le parti officiel). Cette longue stabilité intérieure, malgré les difficultés rencontrées au cours des ans, dénote une certaine insuffisance de la culture politique de la population. En principe, le pays est une démocratie avec deux assemblées mais il n'y a que 40% de représentants élus, le président disposant d'une large influence en désignant 25% d'entre eux. L'Assemblée consultative du peuple (MRP) est composée de 700 membres : 500 députés de la Chambre des représentants et 200 délégués désignés, 135 par les assemblées provinciales et 65 par la Commission nationale électorale pour représenter les associations professionnelles. La Chambre se compose de 425 députés élus et de 75 représentants des forces armées, dont les membres ne disposent pas du droit de vote. L'armée bénéficie ainsi d'une représentation dix-huit fois supérieure à celle du corps électoral civil. Le parti officiel, le Golkar, est un véritable parti unique auquel les quatre millions de fonctionnaires sont obligés d'adhérer. En 1987, Megawati Sukarnoputri a été élue député du Parti démocrate indonésien (PDI), opposition autorisée. Il faut savoir que les députés sont choisis par le pouvoir et autorisés à se présenter... Le 16 août 1990, Suharto accepte le principe d'une démocratie tempérée sous la pression d'un consortium d'aide international qui attribue des prêts. Quelques mesures sont prises, sans lendemain. Spectacles ou journaux sont interdits, dissidents et critiques sont privés de visas de sortie pour l'étranger. Les opposants se réfugient dans des organisations non gouvernementales, les seules autorisées. Les organisations musulmanes apolitiques regroupent de nombreux Indonésiens : le Nahdlatul Ulama avec 30 millions de membres, et le Muhammadiyah avec 25 millions. Suharto se tourne personnellement (pèlerinage à La Mecque et abstinence d'alcool) et politiquement vers l'Islam. Tous les grands postes de l'état-major et du monde économique sont confiés à des musulmans pratiquants. Suharto charge son ministre de la Recherche et de la

Technologie, Bacharuddin Jusuf Habibie, de créer un grand mouvement islamiste, l'ICMI (Association indonésienne des intellectuels musulmans) pour tenter de récupérer les mécontents (dont 14 millions de chômeurs) qui vont grossir les rangs des mouvements musulmans traditionnels. Si le Muhammadiyah a adhéré à l'ICMI, le Nahdlatul Ulama a été politisé par son chef, le charismatique Abdurrahman Wahid. Le Nahdlatul Ulama soutient désormais le PDI (15% des sièges au Parlement), de tendance nationaliste, chrétienne et de "gauche", dirigé par la fille de l'ancien dictateur Sukarno, Megawati Sukarnoputri. Par une manœuvre politique subtile, Suharto réussit à écarter Megawati Sukarnoputri de la présidence du Parti démocrate indonésien (PDI). Les opposants, partis non reconnus, syndicats interdits et une trentaine d'organisations non gouvernementales se regroupent en un Conseil du peuple indonésien qui se joint aux partisans de Megawati Sukarnoputri. Les nouveaux dirigeants du PDI ont cherché à reprendre, aidés par les forces de l'ordre, le siège du parti occupé par les partisans de Megawati Sukarnoputri. Des émeutes opposent 10 000 personnes à la police et à l'armée (5 morts, 129 blessés, 23 disparus). Par prudence, Megawati Sukarnoputri est écartée de la liste des candidats "autorisés" à se présenter aux législatives de mai 1997. La même année, la crise économique masque une profonde crise politique. Face à Suharto, accroché au pouvoir, se dresse une opposition mal préparée et sans programme précis, plus ou moins rassemblée autour de Megawati Sukarnoputri. Entre les deux, l'armée est partagée entre le soutien du pouvoir et le souhait du changement. Les mouvements indépendantistes sont toujours actifs. Après une réélection sans surprise en 1998, Suharto est contraint de démissionner compte tenu des manifestations violentes et des enquêtes parlementaires et judiciaires dont il fait l'objet.

L'Indonésie prépare ses premières élections pluralistes dans un climat de guerre civile. Les conservateurs encore au pouvoir, s'opposent, par armée interposée, aux réformateurs. Conservateur promu à la présidence d'un pays qui explose, Habibie lâche du lest pour essayer de maintenir le calme. Une situation relativement plus sereine règne de juin à août 1998 et un échéancier politique est établi : élections générales de juin 1999 et élection présidentielle prévue en décembre. En janvier 1999, l'Assemblée consultative du peuple (MRP), qui avait réélu triomphalement Suharto président en mars 1998, a démocratisé légèrement la Constitution et la loi électorale. La MRP peut amender la Constitution et élire président et vice-président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Elle conserve 700 membres : les 500 représentants de la Chambre basse (DPR), dont 462 sont élus, et les 200 délégués. Les membres des forces armées, qui n'ont pas le droit de vote, n'ont plus que 38 représentants (contre 75) à l'Assemblée jusqu'en 2004. Une certaine décentralisation est décidée, les provinces devant se voir déléguer, en 2001, des pouvoirs à l'exception de la monnaie, la défense, la diplomatie et de la justice.

L'élection du président de la République a été avancée au 20 octobre 1999. Habibie ayant retiré sa candidature, deux candidats restent en lice. Abdurrahman Wahid, 60 ans en août 2000, est élu et Megawati Sukarnoputri, 53 ans, devient sa vice-présidente, le lendemain. Surprise, voire déception pour les partisans du PDI, il semble que Megawati Sukarnoputri ait été écartée plus en sa qualité de femme que pour des raisons politiques. Un gouvernement de consensus, mais inexpérimenté, est constitué le 26 octobre. L'appareil d'État est dominé par les tenants de l'ancien régime, à commencer par les militaires. Le développement des mouvements séparatistes et des querelles inter religieuses incite à privilégier une structure fédérale. Les militaires, fortement impliqués dans l'administration et l'économie du pays, n'en veulent pas. L'économie est malade et il faut la redresser. La corruption gangrène la vie publique. La réduction de l'influence politique de l'Armée est de plus en plus manifeste. Sa représentation à la DPR et aux assemblées régionales a été diminuée. Le général Wiranto, ministre de la Défense depuis octobre 1999, devient ministre coordinateur des Affaires politiques et de la sécurité, avant d'être écarté du gouvernement en février 2000. Le ministère de la Défense est confié à un civil, proche d'Habibie. En janvier 2000, Wahid lance un sévère avertissement à l'armée au cas où elle serait tentée par un coup d'État. Le 20 juillet, la DPR a demandé la destitution du président Wahid qui s'était refusé à justifier le limogeage de deux ministres en avril 2000. Début août, avant de présenter le message annuel sur l'état de la nation, le président Wahid, dont le parti (PKB) est minoritaire, s'est rapproché de la vice-présidente. Le bilan du président a été accueilli assez fraîchement mais le DPR a souhaité qu'une année supplémentaire lui soit accordée.

Megawati Sukamoputri, dont le parti (PDI-P) est arrivé en tête aux élections, devient le 22 août 2000, chef d'un gouvernement de vingt-six membres. Ce cabinet comporte de nombreux membres du PKB, parti du président. L'évolution démocratique du pays, premier État musulman, est liée au maintien de l'alliance laïque de ces trois partis. En mai, les miliciens du Nahdlatul Ulama ont attaqué des bâtiments publics et des lieux symboliques de l'opposition au président, tel un campus universitaire de l'association Muhammadiyah. Dans le même temps, Wahid a cherché à calmer le jeu, promettant de partager avec la vice-présidente les responsabilités. Face à la menace de destitution, il a menacé le pays de l'état d'urgence, qui permet de dissoudre l'Assemblée et d'arrêter les opposants. L'armée et la police ont fait clairement savoir qu'elles n'appliqueraient pas l'état d'urgence. Wahid a reculé et de son côté, Megawati a interdit à ses partisans de répondre aux provocations. Après un débat tumultueux, la DPR a voté la comparution du président devant l'Assemblée consultative populaire (MPR) par 365 voix contre 4.

Directement menacé, Wahid réagit le 1er juin 2001. Il limoge divers membres du gouvernement et tente de démettre le chef de la police. Il échoue face à l'opposition du

Parlement, de la police et de l'armée.. Le président décrète la suspension des Assemblées. Police et armée refusent d'exécuter l'ordre, se disant prêtes à garantir la tenue de la session spéciale de destitution. Megawati tient le décret pour illégal. La MPR, protégée par les forces de sécurité, destitue le président à l'unanimité des 590 présents.

En application de la Constitution, la vice-présidente Megawati devient le cinquième président d'Indonésie. La vice-présidente Megawati, qui assure la fin de mandature jusqu'en 2004, doit composer avec les partis musulmans modérés. Megawati, qui cherche à rétablir l'autorité du chef de l'État, a demandé la création d'une commission chargée de proposer des amendements à la Constitution de 1945 (laquelle, par exemple ne prévoit aucun contrôle constitutionnel) et d'une commission contre la corruption. Elle a présenté ses excuses aux populations des provinces d'Aceh et d'Irian Jaya, animées d'intentions séparatistes, pour les violations passées des Droits de l'homme mais a refusé la sécession en proposant l'administration des affaires locales. En mars 2002, se sont ouverts de nombreux procès emblématiques : le 19, celui de cinq officiers -des exécutants -en poste au Timor Oriental lors des massacres de 1999 ; le 20, le procès de Tommy Suharto, fils du dictateur, impliqué dans l'assassinat d'un magistrat qui l'avait condamné ; le 25, celui d'Akbar Tandjung, président de l'Assemblée nationale et du Golkar (ex-parti de Suharto), pour détournement de fonds.

1.2 Malaisie : un système politique stable qui se lézarde

De 1981 à 1995, le docteur Mahathir Mohamed gouverne la Malaysia. Jusqu'en 1993, le système politique malais est relativement stable.

Le monarque constitutionnel est élu tous les cinq ans, par ses pairs, les sultans des neuf États de la Fédération. Les quatre autres États sont administrés par des gouverneurs désignés par le Premier ministre. Les privilèges royaux ont été réduits de manière drastique en 1993 pour éviter toute confusion entre les affaires de l'État et les affaires privées des souverains. La place et l'existence même du monarque sont périodiquement remises en question. La coalition majoritaire est composée de Malais et elle est soutenue financièrement par les grandes entreprises malaises. L'opposition regroupe les islamistes, les socialistes et les Chinois. L'action de l'islamisme est limitée à l'État du Kelantan et la lutte contre la corruption est constante. Le pays est politiquement stable malgré l'équilibre délicat qu'il doit maintenir entre Malais de souche (62%), musulmans et ruraux ou fonctionnaires, et Chinois (30%), entreprenants et très performants dans les affaires.

De 1981 à 1989, le régime a favorisé les Malais de souche, les « Bumiputras », dans les domaines financier et bancaire. Une politique d'islamisation est appliquée, les Malais étant considérés comme des musulmans. Il s'agit bien entendu de satisfaire les Malais, mais au risque de mécontenter les populations chinoise et indienne.

A partir de 1990, on assiste à une dérive autoritaire de Mahathir Mohamed suite à une large victoire de sa coalition, le Front national (BN ou Barisan nasional). Mais en insistant au cours de la campagne électorale sur la prééminence des Malais, il prit le risque de faire resurgir les antagonismes passés. Le 28 février 1991, il lance le projet « Wawasan 2020 » (Vision 2020), destiné en 30 ans, à aligner le niveau de vie de la Malaisie sur celui de l'Occident, et à en faire un pays pleinement développé. Sa doctrine s'articulait autour de cinq éléments : nationalisme, capitalisme, islam, populisme et autoritarisme. Cela se traduit dans les faits, par un subtil dosage de procédures démocratiques et de pratiques despotiques. En 1993, il a fait voter à l'unanimité un amendement constitutionnel réduisant drastiquement les prérogatives des sultans. Or, ces derniers représentent le symbole de l'unité pour un pays naturellement éclaté entre la péninsule de Malacca et l'île de Bornéo. En mai 1995, les élections législatives ont vu la victoire de l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO) de Mahathir Mohamed.

Le système politique de son gouvernement commence à se lézarder à partir de 1995. En octobre 1996, il est réélu président de l'UMNO avec pour vice-président, Anwar Ibrahim, vice-Premier ministre et ministre des Finances. Lors de la crise asiatique en 1997, alors que Mahathir Mohamed dénonçait publiquement l'impérialisme et le néocolonialisme occidentaux, Anwar Ibrahim diagnostiquait des maux différents et fréquents en Asie : affairisme, copinage et népotisme. Les liens de Mahathir avec les milieux d'affaires sont connus, à commencer par son fils, Mirzan, propriétaire d'une importante compagnie de navigation, qui a été aidé par deux compagnies publiques et a obtenu sans difficulté un prêt de 270 millions d'euros. L'opposition manifestée par Anwar Ibrahim quant à ce renflouement, a consacré la rupture avec le Premier ministre. Début 1998, des mesures d'urgence furent introduites, visant à accroître massivement les dépenses de biens d'équipement, en particulier sur des chantiers précédemment privatisés et placés entre les mains des partisans de M. Mahathir. Le 1^{er} septembre, le gouverneur de la banque centrale, partisan de la ligne politique de M. Anwar, fut remplacé par M. Ali Abul Hassan, membre du cabinet du Premier ministre, et un contrôle des changes fut établi, mettant fin à la convertibilité de la monnaie nationale, le ringgit. Le lendemain, M. Anwar était limogé. Le 20 septembre, après une manifestation de soutien de 50 000 personnes sur la place de l'Indépendance, il fut arrêté en vertu de la loi sur la sécurité de l'Etat, malmené et emprisonné. Lorsque s'ouvrit son procès, il apparut le visage tuméfié et plaide non coupable. En avril 1999, il est condamné à six ans de prison et à nouveau inculpé. Mme Wan Azizah, épouse d'Anwar Ibrahim, mène la lutte. L'opposition se regroupe en deux organisations. Tout d'abord, la Coalition pour la démocratie du peuple (Gagasan), à dominante chinoise, recrute dans les diverses ethnies et la population urbaine. Ensuite, le Mouvement du peuple malaisien pour la justice (Gerak) recrute dans la population rurale malaise et musulmane.

En novembre 1999, en avançant les élections, le Premier ministre vise à conserver à sa coalition (BN) la majorité des deux tiers au Parlement, indispensable pour contrôler les modifications de la Constitution. Mahathir, à la recherche du soutien populaire, renonce au cumul de ses fonctions (vice-Premier ministre, ministre des Finances et de l'Intérieur). De son côté, l'opposition s'est organisée en un Front alternatif (BA) autour du Parti Islam Se-Malaysia (PAS), du PKN (dirigé par l'épouse d'Anwar Ibrahim), du DAP (parti des Malais d'origine chinoise) et du PBS (parti régional du Sabah). Après une campagne électorale de dix jours, le BN emporte 148 des 193 sièges, ce qui renforce l'idée qu'il est peu probable que l'opposition soit en mesure de renverser le régime et que les Malaisiens ont préféré voter pour la stabilité. Néanmoins, le Front alternatif a emporté l'Etat du Kedah, fief du Premier ministre. Par ailleurs, le Parti Islam Se-Malaysia (PAS), à la tête de deux (Kelantan et Trengganu) des treize Etats, a emporté la moitié des suffrages des Malais musulmans. En juillet 2000 et en mars 2001, des incidents violents ont opposé des islamistes à des Malais alors que le pouvoir nie l'existence d'affrontements raciaux dans le pays. Les Malaisiens d'origine chinoise craignent la montée de l'islamisme, ce qui les incite à voter utile pour la coalition gouvernementale.

Le contrecoup des attentats du 11 septembre et des bombardements américains en Afghanistan, a permis au pouvoir d'assimiler l'opposition politique islamique à un mouvement terroriste. La radicalisation islamique du PAS qui a organisé des manifestations, a fait éclater l'opposition politique. La rupture du Front alternatif, alliance de l'opposition à Mahathir est la première conséquence du 11 septembre. De son côté, l'UMNO, parti du Premier ministre, hésite entre l'indignation à la suite des attentats et la condamnation des frappes américaines. Pour des raisons de politique intérieure, le gouvernement cherche à établir l'existence de liens entre le PAS et un groupe musulman radical, le Kumpulan Militan Malaysia (KMM) dont six membres ont été arrêtés en août 2001, à leur retour d'Afghanistan. Le KMM entretient des relations avec d'autres groupes islamiques tel Abu Sayyaf et aurait envoyé une centaine de combattants aux Moluques. Depuis le début de 2002, une quarantaine d'extrémistes musulmans ont été arrêtés, dont vingt-deux membres de la Jemaah Islamiah, supposée proche d'Al Qaida. Le pouvoir apparaît ainsi, comme le défenseur de la laïcité face à l'extrémisme musulman.

2. Rôle des Armées

2.1 Armée indonésienne : un rôle politique et financier

Toute l'histoire de l'armée indonésienne, depuis sa constitution en 1945, peut se résumer comme une marche vers le pouvoir, car elle a été dès le début, une force rivale du pouvoir civil. En 1957, l'armée indonésienne gagne doublement en pouvoir : par la proclamation de

l'état d'urgence et par le contrôle des entreprises hollandaises qu'elle assure, après qu'elles eurent été saisies par les syndicats de gauche, dans le cadre de la campagne pour arracher l'Irian (Nouvelle-Guinée occidentale) aux Hollandais. A partir de ce moment, l'armée a des intérêts économiques à défendre. Elle a donc eu l'originalité de se faire attribuer officiellement un rôle politique permanent, ce qu'elle a appelé après 1965 sa « double fonction » ou « *dwi fungsi* », qui l'autorise à intervenir dans le fonctionnement du pouvoir tant au niveau des assemblées représentatives que de l'exécutif ou du judiciaire. Elle justifie cette double fonction, à la fois par son rôle dans la lutte pour l'indépendance et par une sorte de devoir moral qu'elle s'attribue comme "gardienne de l'Etat et de la Nation", ce qui lui permettrait de ne pas être simplement aux ordres d'un gouvernement pouvant être dominé successivement par des partis opposés. Dans les années 50, elle a participé activement à la définition d'une représentation de la nation visant à trouver une alternative aux partis politiques, dans le sens d'une recherche de l'unanimité par le consensus, qu'elle estimait préférable au jeu majorité/minorité caractérisant la démocratie parlementaire du modèle occidental. La "démocratie dirigée" qui en est résultée, n'a pas été conforme à ses espoirs, le président Sukarno ayant finalement préféré se tourner vers les partis, et notamment le parti communiste qui, face à l'armée, apportait un soutien populaire à sa « Révolution indonésienne ». La marche de l'armée vers le pouvoir direct a été longue et ce n'est qu'en 1968, qu'un général, Suharto, prend la tête de l'Etat, après avoir éliminé physiquement les communistes. Le pouvoir militaire remodèle alors le système politique, appelé « démocratie Pantjasila ». Il s'agit avant tout d'assurer l'ordre et la stabilité nécessaires à la réussite du développement économique qui devient dès lors l'objectif national et la légitimation du régime. Mais l'évolution vers un pouvoir personnel de Suharto divise à nouveau l'armée : il y a les fidèles qui mènent sans états d'âme, la répression contre les opposants quels qu'ils soient et il y a ceux qui s'interrogent sur ce que devrait idéalement être la « *dwi fungsi* ». En 1998, la démission de Suharto, vaincu par la crise économique, le FMI et le rassemblement des forces pro-démocratiques, a relancé les débats sur le rôle de l'armée dans ce nouveau contexte et sur ses relations avec la « société civile ». La position de l'armée est loin d'être aussi forte que dans le passé. Elle a été manipulée et affaiblie par Suharto, surtout depuis la fin des années 80.

Devant la désaffection des militaires, il a alors choisi de s'appuyer sur un islam qui paraissait apprivoisé politiquement. Or, cet islam s'est considérablement renforcé au sein de la société et la fréquentation des allées du pouvoir lui a donné de nouvelles ambitions, actuellement encouragées par la fragilité du nouveau président. Ceci est un sujet d'inquiétude pour l'armée, même si elle est plus islamisée que par le passé, car le nouveau sectarisme musulman lui apparaît plus dangereux pour l'unité de la nation. L'armée est toutefois en porte-à-faux. Sa direction, nommée par Suharto, a montré en mai 1998 de la compréhension pour les

demandes de réformes, mais elle a sans doute donné des garanties à Suharto pour le pousser à se retirer. Elle a ensuite choisi de se ranger derrière le président Habibie. Pourtant, ce dernier qui s'est lui aussi appuyé sur l'islam en assumant la présidence de l'Association des Intellectuels Musulmans d'Indonésie depuis 1990, a longtemps été la bête noire des militaires. Le souci de rétablir l'ordre et de surmonter la crise économique l'a emporté. L'armée semble un peu dépassée par la situation. L'image de l'armée dans l'opinion indonésienne est au plus bas. Critiquée depuis longtemps pour sa brutalité meurtrière à l'égard des opposants, elle a vu celle-ci exposée au grand jour depuis le mois de mai 1998. C'est elle qui est accusée de la mort des manifestants étudiants, des pogroms anti-chinois, des viols systématiques de femmes chinoises qui ont eu lieu à ce moment ; c'est elle qui est responsable des charniers découverts à Aceh où elle a réprimé un mouvement séparatiste depuis 1990. Le général Wiranto a présenté des excuses à la population d'Aceh, ce qui est absolument sans précédent mais n'a pas suffi à désarmer la haine des familles des victimes. D'après les dernières informations, il a été inculpé le 25 février 2003, de crimes contre l'humanité pour les massacres de 1999 au Timor Oriental. Il semble que l'armée soit prête à voir décroître son influence, que plusieurs généraux ont jugée excessive sous l'Ordre nouveau. Mais il serait prématuré de voir là, la fin de la "double fonction". Le nombre des militaires siégeant d'office au Parlement passerait de 75 à 38 et le rôle de l'armée serait plus indirect, consistant à contrôler sans assumer la direction du mouvement.

Cependant, après l'attentat de Bali, le poids des militaires semble s'accroître. En effet, mise en œuvre en 1999, la séparation de la police et des forces armées, laissant à la police la responsabilité de la sécurité intérieure, n'a jamais été vraiment acceptée par les militaires, surtout au niveau local, où ils ont perdu certaines de leurs prérogatives et, bien souvent, les occasions de corruption qui les accompagnaient. Si la loi antiterroriste ne confère à l'armée qu'un rôle formel mineur au sein d'un groupe spécial ad hoc chargé de définir une politique et une stratégie pour combattre le terrorisme, il reste que le texte définit d'une manière lâche les règles d'arrestation, autorisant la détention de suspects sur la base de seuls rapports de renseignement. Cela conduit à la crainte des tenants de la démocratisation à Jakarta de voir le renseignement militaire jouer un rôle accru, sans qu'un contrôle efficace ne soit exercé par les autorités civiles.

Outre ce problème, les partisans d'une réforme militaire considèrent que le retrait de l'armée de la sphère politique passe nécessairement par l'élimination progressive de la structure de commandement territorial, qui attribue à l'armée des postes de commandement au niveau des provinces, des districts et des sous-districts. Ceux-ci s'accompagnent d'une influence directe sur la politique locale et impliquent la participation du commandant militaire dans les décisions, aux côtés du responsable civil, à titre égal ou parfois même supérieur. Peu après la

chute du général Suharto, les défenseurs d'une réforme militaire, même au sein de l'armée, s'accordaient sur le fait que, tôt ou tard, la structure territoriale devait disparaître.

Or, face à l'éruption des violences intercommunautaires, ethniques et séparatistes, et devant le rôle grandissant des commandements locaux dans le financement des opérations militaires, on assiste à un renforcement de la structure territoriale. De nouveaux commandements régionaux ont été créés aux îles Moluques en 2000, et à Aceh en 2001. Après l'attentat de Bali, il faut s'attendre à en voir apparaître d'autres encore. Le sentiment d'insécurité perceptible depuis l'attentat et la nostalgie de l'ère Suharto, qui semble gagner du terrain, pourraient aider les militaires à s'assurer d'un soutien politique pour aller dans ce sens, portant un coup très rude à la réforme politique et à la notion de suprématie du civil dans un gouvernement en phase de démocratisation.

Le désir impérieux des gouvernements occidentaux de s'attacher l'Indonésie comme allié dans la « guerre contre le terrorisme » bénéficiera à l'armée. L'armée demeure une organisation très politisée, fortement sujette aux fuites et au détournement d'armes. Les simulacres de procès d'officiers jugés pour crimes contre l'humanité au Timor Oriental ont eu pour effet de renforcer plutôt que d'affaiblir la perspective d'impunité pour les soldats responsables de crimes graves.

L'attentat de Bali a temporairement repoussé dans l'ombre les autres maux qui minent l'Indonésie - conflits séparatistes et confessionnels aux Moluques, à Aceh et Irian Gaia... Mais la capacité du gouvernement de Mme Megawati à relever ces défis dépendra des mesures qu'il prendra suite à l'attentat de Bali.

2.2 Armée malaisienne : la grande muette

La position de l'armée malaisienne est tout à fait différente de celle de l'armée indonésienne. En Malaisie, l'armée est une « grande muette », ce qui peut s'expliquer par l'influence du colonialisme britannique qui a instauré un régime parlementaire après la deuxième guerre mondiale, et accordé l'indépendance aux Malais au terme d'une négociation pacifique.

Après plusieurs décennies de sale guerre dans la jungle contre les maquis communistes, on remarque que l'armée ne joue pratiquement aucun rôle dans la vie politique malaisienne, contrairement à l'Indonésie. Pratiquement, aucune menace réelle de la part des voisins n'existe. Avec les Philippines, la tension épisodique relève beaucoup plus des gesticulations destinées à la consommation intérieure dans chaque pays que d'une réelle envie d'en découdre. Aussi la part du budget consacrée à la Défense reste-t-elle faible. Le pouvoir n'a pas laissé se constituer chez des officiers supérieurs une mentalité de seigneurs de la guerre, ni ne leur a fourni la possibilité de se constituer en groupe de pression militaro-économique. De ce point de

vue, qu'une armée, dans cette région du monde, obéisse scrupuleusement à l'Etat constitue certainement un atout pour la démocratie, que l'on omet habituellement de souligner.

L'armée malaisienne a fourni, ces dernières années, des contingents aux opérations de l'ONU, au Cambodge mais surtout en ex-Yougoslavie où les troupes de Kuala Lumpur constituèrent le plus important détachement de forces non occidentales de la Forpronu. Cette irruption, discrète, sur la scène internationale et les théâtres de conflits, n'est pas surprenante, la diplomatie malaisienne cherchant à être très active, notamment dans les Balkans. Toutefois, en entretenant un appareil militaire modeste de 127 000 hommes (contre 314 000 hommes dans les forces armées indonésiennes et 180 000 hommes dans la police indonésienne), le gouvernement a délibérément choisi d'affecter ses ressources dans d'autres secteurs. La Malaisie, qui consacrait en moyenne 2,71 milliards d'euros à sa défense, a réduit son budget militaire de 20% en 1998, reportant des achats de matériel.

CINQUIEME PARTIE :

LES NOUVEAUX DEFIS

1. Réseaux islamistes

L'attentat à Bali le prouve : les réseaux islamistes sont implantés en Asie du sud-est et peuvent frapper n'importe où... Avec l'attentat meurtrier qui a touché Bali, les réseaux terroristes ont touché au cœur l'Indonésie. Avec cet attentat, l'Etat indonésien, gouverné par Megawati Sukarnoputri, aux origines balinaises et hindouistes, soutenue par l'armée, risque de basculer dans le chaos. D'autant que son vice-président, Hamzah Haz, qui dirige le Parti du Développement unitaire, un des principaux partis musulmans du pays, semble soutenir les causes islamistes. Une déstabilisation qui servirait bien les intérêts des groupes terroristes, et notamment la Jemaah Islamiyah, qui souhaitent fonder un Etat islamiste regroupant la Malaisie, l'Indonésie, Singapour, Brunei et l'île de Mindanao, au sud des Philippines. Les réseaux islamistes, ébranlés dans leurs fondements en Asie centrale, semblent avoir trouvé refuge en Asie du sud-est et notamment en Indonésie, en proie à des nationalismes de tous ordres. Il y aurait une dizaine de groupuscules disséminés dans tout l'archipel. La charia est, par ailleurs, officiellement reconnue et appliquée dans la province d'Aceh, au nord de Sumatra.

Les groupes fondamentalistes sont nombreux. Le groupe islamiste Jemaah Islamiyah, soupçonné d'être à l'origine de l'attentat de Bali, serait lié au réseau Al-Qaïda d'Oussama ben Laden dont il recevrait directement les ordres à partir d'Afghanistan. Son chef présumé, un imam de Java de 64 ans, Abu Bakar Baashir, vit librement en Indonésie en dépit des pressions internationales qui demandent son arrestation. Il sera finalement arrêté, mais, ce n'est pas cela qui sera de nature à diminuer la menace que pose ce réseau. Fondateur d'un réseau d'écoles coraniques, il est officiellement président du Conseil des Moujahidine indonésiens qui prône l'application de la loi islamique, la Charia. Il serait à l'origine des massacres de chrétiens aux Moluques en 1999, de l'attentat contre l'ambassadeur philippin à Jakarta, d'attentats contre des églises à Jakarta et contre un train à Manille aux Philippines, en 2000. Même s'il a souvent fait part de son admiration pour Oussama ben Laden, Abu Bakar Baashir s'est toujours défendu de diriger un groupe terroriste, soulignant que la Jemaah n'existait pas et que lui-même n'avait pas de liens avec le terrorisme. Un deuxième dirigeant indonésien du militantisme islamiste, Hambali, alias Riduan Isamuddin, est également soupçonné d'avoir des liens directs avec Al-Qaïda. Il dirigerait la Jemaah Islamiyah en Malaisie et à Singapour. Les dirigeants indonésiens ont admis récemment que l'organisation d'Oussama ben Laden aurait un réseau limité dans le pays.

Un autre groupe, le Laskar Jihad, a annoncé sa dissolution le 15 octobre 2002. Composé de 10.000 hommes armés, ce mouvement a mené depuis mi-2000 des actions contre les chrétiens de l'île des Moluques, en proie à des violences intercommunautaires. Vêtus de blanc, ses membres attaquaient en chantant des hymnes à la gloire de ben Laden et pratiquaient les mêmes méthodes d'entraînement que dans les camps d'al-Qaïda. Leur chef, Jafar Umar Talib, 40 ans, qui revendique avoir combattu en Afghanistan au début des années 90 aux côtés du fondamentaliste Gulbuddin Heykmatyar, a été arrêté sous la pression des Etats-Unis mais son procès a été ajourné. Il semble être proche, à l'instar d'Abu Bakar Baashir, du vice-président indonésien Hamzah Haz.

De plus, un groupe que la police malaisienne dénomme l'Organisation des Moudjahidin de Malaisie (OMM), soutient la lutte des musulmans aux Philippines, réunis sous la bannière d'Abu Sayyaf. Formée en 1988, l'OMM a pour objectif de lutter pour le respect absolu des fondements de l'islam. Son chef, dénommé Nik Adli Abdul Aziz, est le fils du Premier ministre de l'Etat de Kelantan, en Malaisie.

Parmi les autres groupuscules, figurent la Force antiterroriste anti-américaine, la Force hezbollah ou autre Front des défenseurs de l'Islam, ce dernier faisant un gros travail social à Jakarta en créant des écoles ou des orphelinats. Ces intégristes radicaux, souvent d'inspiration wahhabite, conduisent des opérations contre les ressortissants américains ou, au nom de la vertu, contre des lieux représentant, selon eux, la dépravation ou le vice, comme les discothèques ou les bars.

Depuis les attentats du 11 septembre 2002, les Etats-Unis pressent les pays de l'Asie du Sud-Est tels que l'Indonésie, la Malaisie ou les Philippines de lutter contre toutes les proliférations de foyers terroristes. En Malaisie, le gouvernement a utilisé l'arrestation de musulmans militants pour tenter de faire assimiler l'opposition parlementaire au terrorisme. Les relations avec les Etats-Unis, qui sont vitales pour l'économie malaisienne, se sont depuis lors détendues. L'Indonésie quant à elle, rencontre des difficultés dans la guerre contre le terrorisme. Bien qu'avide d'une aide militaire des Etats-Unis, le gouvernement n'a jusqu'ici pas pris de mesures énergiques contre les groupes de militants musulmans. La raison de cette attitude est intéressante : contrairement à la Malaisie, où tous les suspects ont été écroués au titre de l'obscur International Security Act (ISA), l'Indonésie n'a plus, depuis la chute de Suharto, la possibilité d'emprisonner durablement des gens sans preuve, sans inculpation et sans procès. Par ailleurs, le gouvernement doute de la présence de ramifications du réseau Al-Qaïda en Indonésie.

2. Indonésie : mise en place d'un Etat islamique ?

Quand on observe la réalité indonésienne, force est de constater que tous les facteurs sont là pour craindre une désintégration de ce pays. Plus de 300 groupes ethniques parlant 365 langues et dialectes, un domaine géographique extrêmement vaste, une religion certes majoritaire mais avec des lignes de fractures transversales, un pouvoir javanais de moins en moins apprécié, des conflits sociaux grandissants, des militaires désorientés, des ressentiments envers les profiteurs de l'ancien régime, des doutes sur les capacités de la nouvelle équipe au pouvoir, bref tout cela pourrait contribuer à former une poudrière indonésienne. Au vu des conflits qui agitent les îles de la périphérie, un éclatement de l'archipel est tout à fait concevable. Or, depuis plusieurs années, l'idée d'un Etat fédéral fait son chemin parmi les politiques et Gus Dur, pour sa part, militait pour le système unitaire existant mais empreint de quelques éléments de fédéralisme. En revanche, Mme Megawati défend l'idée de son père, celle d'un Etat unifié centralisateur.

Devant toutes ces considérations politiques, un courant politico-religieux militant pour la mise en application de la Charia s'est développé, atteignant le débat parlementaire. Ainsi, la question de la révision de l'article 29 de la Constitution de 1945 s'est vue posée. Il s'agirait, pour les défenseurs de cette cause islamique, de réintroduire une phrase qui avait été biffée sous les insistance des représentants des provinces non-musulmanes, et surtout des nationalistes comme Sukarno, lors de la rédaction finale de la Constitution, le 18 août 1945. Cette phrase appelée la « Charte de Jakarta », et qui, signifiait : « avec, pour les adeptes de l'islam, le devoir de mettre en pratique la loi islamique » venait à la fin d'un article de la Constitution prônant « la croyance en un Dieu unique comme fondement du pays ». Elle ne fut pas incluse dans la Constitution dans un souci d'unité nationale. Cependant, même si ce débat arrive sur la place publique sous la pression de quelques mouvements comme le FPI (Front des Défenseurs de l'Islam), les manifestations de rue pour cette révision de la Constitution n'ont rassemblé que peu de monde (1 000 personnes dans les rues de Jakarta le 14 août 2000). Mais encore, un grand nombre de musulmans et non des moindres rejettent cette volonté d'introduire la Charia et l'on trouve parmi les détracteurs, aussi bien le Président du Nahdlatul Ulama (40 millions de membres) que le responsable de l'autre grand mouvement musulman Muhammadiyah (30 millions de membres). Pour certains hommes politiques comme Akbar Tanjung du Golkar, introduire la Charia serait nier le fait que la nation soit composée de différentes races, groupes ethniques et religions.

Ce que l'on peut craindre en tout état de cause, c'est d'une part une alliance dans un but électoral entre des personnalités politiques issues de partis officiels avec les mouvements islamiques qui se sont manifestés au grand jour depuis le conflit des Moluques, d'autre part, une convergence accrue entre les mouvements islamistes sécessionnistes de la région du Sud-

Est asiatique (Malaisie, Philippines) entraînant des actions coordonnées de ces mouvements contre leurs Etats respectifs. Les mouvements islamistes indonésiens bénéficient déjà de soutiens étrangers (Arabie Saoudite, Yémen, Jordanie...), et, si d'aventure une brèche était ouverte vers le terrain proprement politique, ces discours radicaux pourraient avoir des échos favorables dans les populations victimes de la récession depuis 1997 et qui ne voient toujours pas leur quotidien s'améliorer, alors que d'aucuns s'enrichissent et que la corruption est généralisée. On pourrait craindre dans le cas où l'économie ne repartirait pas, des « feux de haine, allumés par des citoyens de seconde zone, de longue date frustrés et dépossédés »¹.

3. La Malaisie : réalité nouvelle et unité

3.1 Une réalité nouvelle : les immigrants

Depuis une quinzaine d'années, avec le foudroyant décollage économique, une foule d'immigrants s'installe clandestinement en Malaisie. Presque quotidiennement, la presse signale l'interception, par les garde-côtes malaisiens, de bateaux dans ses eaux territoriales, surchargés de personnes venant tenter leur chance de trouver du travail. Souvent, les trafiquants, sur le point d'être capturés, jettent à la mer ces candidats en quête de l'Eldorado. Malgré ces tragédies, le flux d'immigrants continue. Avec un chômage touchant moins de 3% de la population active, la Malaisie a besoin de main-d'œuvre bon marché, pour les travaux pénibles. Car les Malaisiens, toutes ethnies confondues, dont le niveau d'instruction progresse considérablement, rechignent à effectuer ces tâches. Le cliché, répandu en Occident, d'une classe ouvrière docile et acceptant n'importe quelles conditions de travail, ne s'applique plus à la Malaisie, surtout depuis que les industries à technologie nouvelle y ont détrôné les manufactures traditionnelles. Aussi le patronat favorise-t-il l'embauche de ce sous-prolétariat non qualifié provenant des zones pauvres de la région.

Une vaste hypocrisie entoure ce phénomène, et la régularisation du statut de ces travailleurs fait régulièrement l'objet d'empoignades. On estime à plus d'un million le nombre d'immigrants légaux et au moins autant de clandestins. Le Sabah, à lui seul, emploierait 700 000 étrangers, Philippines et Indonésiens pour la plupart. Les syndicats s'alarment de la présence de cette main-d'œuvre bon marché, craignant qu'elle favorise la stagnation des salaires, tandis que les hommes d'affaires la justifient comme une impérieuse nécessité économique.

Quant au gouvernement, qui veut ménager la chèvre et le chou, la composition ethnique mais surtout confessionnelle de ces immigrants n'est pas pour lui déplaire : musulmans dans

¹ L'Indonésie éclatée mais libre ; de la dictature à la démocratie. p155. Ed. L'Harmattan, 2000. Franck Michel

leur écrasante majorité, ces travailleurs proviennent de Java ou de Sumatra, du sud des Philippines, de la Thaïlande méridionale, du Bangladesh... De quoi, à terme, réduire le pourcentage des communautés non musulmanes dans la société malaisienne.

Certains, comme les Sabahan, qui sont en majorité chrétiens, n'hésitent pas à dénoncer la politique d'immigration de Kuala Lumpur, qu'ils perçoivent comme une manœuvre destinée à modifier la physionomie confessionnelle et communautaire de leur État.

Ces 10% d'immigrés, dont les conditions de vie, de logement sont déplorables, se retrouvent dans le bâtiment, dans certaines industries à faible qualification et dans la domesticité. Les Indonésiens, qui forment le principal contingent, bénéficient d'une langue commune et d'un physique assez semblable à celui des Malais, et essaient de s'intégrer, tant bien que mal. Main-d'œuvre jeune, quel sera leur avenir d'ici quelques années ? Retourneront-ils en Indonésie pour laisser la place à de nouveaux immigrants ? La Malaisie en fera-t-elle de futurs citoyens ? On comprend la discrétion qui entoure d'éventuelles réponses, jamais formulées clairement, tant la question de l'immigration est susceptible de modifier l'instable équilibre communautaire. Question sensible, que l'on feint d'ignorer, comme si ces deux millions de personnes n'étaient que de passage. Aussi, aucune place dans la société malaisienne ne leur est reconnue explicitement : ne sont-ils pas là que pour répondre à des besoins imposés par la conjoncture économique ? La Malaisie, dans sa course vers l'avenir et la prospérité oublierait-elle son passé ? Les Chinois, il y a un siècle, n'étaient-ils pas venus, eux aussi, pour une saison, le temps de collecter un peu d'étain ?

3.2 Unité et diversité

Le défi économique se double d'un défi culturel. Le projet Vision 2020 ne se limite pas à faire de la Malaisie une puissance économique de premier plan. Il s'agit aussi, tout simplement, à partir des éléments hétérogènes du pays, de créer un peuple malaisien, une «*bangsa Malaysia*» ! Pour les dirigeants du pays, c'est dans la dynamique de développement que cette «*race* » malaisienne se construira. Aussi, la centralisation des Malais est à l'ordre du jour, comme première étape dans la voie du melting-pot national.

Dans cette perspective, bien que formellement respectueux des identités locales et du pouvoir des sultans, un processus d'homogénéisation est engagé par les autorités. Bien sûr, le localisme est moins fort dans les États où l'importante communauté chinoise, parfois majoritaire, comme à Penang, impose aux Malais de s'unir et d'estomper leurs différences. Dans les régions rurales, l'accélération des mutations économiques entraîne au contraire des résistances. Un bon critère permet de les mesurer : attachement à la famille du sultan local ou indifférence.

Face à ces défis économiques et sociaux, le conservatisme malais s'exprime en renâclant devant les choix du Dr Mahathir. Si le concept de « bangsa Malaysia » pour 2020 n'est pas directement attaqué, deux domaines sont particulièrement visés : celui de la religion et celui de la langue.

Les émeutes de 1969, avaient entraîné la constitution d'universités purement malaises et l'instauration de quotas ethniques dans les autres. En même temps, la généralisation de la langue malaise à l'université était devenue la règle, sauf pour quelques disciplines comme la médecine ou certaines filières d'ingénieurs où l'anglais avait été maintenu. Vingt ans plus tard, le constat indique que, globalement, le niveau de connaissances de l'anglais chez les Bumiputras est très inférieur à celui des autres communautés, alors que le pays participe de plus en plus aux échanges internationaux. Par ailleurs, afin d'accélérer la formation aux nouvelles technologies, le gouvernement a envisagé l'implantation d'écoles étrangères privées, anglophones, qui seraient dispensées d'appliquer des quotas communautaires. Ce retour au bilinguisme a soulevé une levée de boucliers jusque dans les sphères gouvernementales, le ministre de la Défense allant jusqu'à parler d'une crise de confiance dans la langue malaise.

Le bilan de toutes ces polémiques montre que c'est bien la problématique entre islam et modernité qui est posée. La société malaisienne est donc engagée dans un complexe où, tout en maintenant le délicat équilibre communautaire, les transformations économiques et sociales imposent un processus de convergence et de synthèse entre les acteurs de la modernité. Les laissés-pour-compte de cette marche forcée ne peuvent alors qu'y craindre une perte de leur identité.

CONCLUSION

Ainsi quels que soient les conflits qui ont touché l'Indonésie, l'islam est loin d'être la cause principale. Elle bénéficie de manière négative des interactions créées par la politique de transmigration initiée depuis des dizaines d'années, par la corruption minant tous les niveaux de direction, par l'organisation régionale médiocre, par le rôle pesant de l'armée... Bref, tout un ensemble de domaines qui discrédite l'Islam et les populations musulmanes.

Comment peut-on penser que cet archipel dont la devise est « Unité dans la diversité » et dont les cinq principes de la Pancasila sont de nature nobles, puisse un jour se diriger vers un éclatement national ?

La réforme politique sur le mode d'élection présidentielle prévu pour 2004 et prévoyant une élection directe du Président et du vice-Président laisse entrevoir une possibilité d'ouverture vers une démocratie à l'occidentale. Cependant, pour sa survie, l'Etat indonésien devrait donc impérativement repenser le contrôle qu'il exerce sur ses provinces. Il serait souhaitable qu'il réaffirme encore plus l'idéologie du Pancasila, ceci tant pour contrer une éventuelle montée islamiste radicale que pour générer plus de cohésion sur l'archipel. En fait, le véritable défi du gouvernement indonésien serait de recréer le lien perdu entre les citoyens et ses élites dirigeantes et de réduire l'influence de l'armée. Enfin, il serait nécessaire que les indonésiens musulmans mettent en avant davantage la « fraternité nationale » à l'image de la Malaisie au travers de la « Malaisie Bangsa ».

Or, cette dernière n'est pas à l'abri non plus d'un déchirement. Certes, sa réussite économique reposant sur un régime politique plus stable qu'en Indonésie, lui permet d'éviter en grande partie de susciter des mouvements de protestation et d'émeutes. Cependant, la tentation islamiste émerge petit à petit, et l'apparition sur la scène publique, de sectes islamiques comme celle d'Al Arqam montre le danger latent.

C'est certainement dans une coopération bilatérale mais aussi au sein d'organisations internationales telles que l'Asean, que la gestion des crises autonomistes pourrait être partagée.

ANNEXE 1

CARTES DE L'INDONESIE ET DE LA MALAISIE



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- FEILLARD Andrée, *Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine*, Edition de l'Harmattan, 1995.
- VIGNATO Silvia, *Au nom de l'hindouisme. Reconfiguration ethnique chez les Tamouls et les Karo en Indonésie*, Collections Cahiers d'Archipel n°32, 2000.
- CAMROUX David, DOMENACH Jean-Luc, *L'Asie retrouvée*, Edition du seuil, 1997.
- LOMBARD Denys, *Le Carrefour Javanais, essai d'histoire globale*, Editions de l'EHESS, 1995.
- MICHEL Franck, *L'Indonésie éclatée mais libre ; de la dictature à la démocratie*, Edition de L'Harmattan, 2000.
- METZER Laurent, *Les sultanats de Malaisie*, Edition de l'Harmattan, 1994.
- BERTRAND Romain, *L'indonésie : La démocratie invisible : Violence, magie et politique à Java*, Karthala, 2002.
- JOYAUX François, *Géopolitique de l'Extrême-Orient Tome 1 et 2*, Edition Complexe, 1993.

ARTICLES DE PRESSE

- CAMROUX David, « Le nationalisme pervers de la Malaisie », in *Le Monde Diplomatique*, février 1999.
- BOURRIER Any, « Naissance réussie d'un Etat au Timor », in *Le Monde Diplomatique*, juin 2002.
- RASLAN Karim, « L'islam modéré, dernier rempart contre les extrémistes », in *Courrier international* n°626 du 31 octobre au 6 novembre 2002.
- SAMARY Catherine, « Mouvante identité des Musulmans », in *Le monde diplomatique* octobre 1995.

SITES INTERNET

- www.monde-diplomatique.fr.
- www.rfi.fr.
- www.lemonde.fr.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE : ISLAM ET DEFINITIONS	5
1 L'ISLAM DANS LES BALKANS.....	5
1.1 LES MUSUMANS DANS LE MONDE	5
1.2 LES PRINCIPAUX COURANTS	5
1.2.1 Les khâridjites, littéralement les sortants	5
1.2.2 Les chiïtes	6
1.2.3 Les sunnites.....	6
DEUXIEME PARTIE : IMPLANTATION DE L'ISLAM DANS L'ESPACE MALAIS	7
1. INDONESIE.....	7
1.1. UN PASSE MULTIPLE	7
1.2. LES ILES PRINCIPALES	7
1.2.1 Sumatra.....	7
1.2.2 Java et Bali	8
1.3. LES DIFFERENTES RELIGIONS EN INDONESIE	8
2. LA MALAISIE ET L'ISLAM.....	10
2.1. LES ORIGINES	11
2.2. LA PERIODE COLONIALE	12
2.3. LES TEMPS DES TROUBLES ET DE LA STABILISATION	13
TROISIEME PARTIE : ISLAM: FACTEUR DES CRISES ?.....	15
1. INDONESIE.....	15
1.1. CONFLIT DES MOLUQUES : DES CAUSES MULTIPLES.....	15
1.2. LES MASSACRES DANS LA PROVINCE DE KALIMANTAN	17
1.3. ACEH : MUSULMANS CONTRE MUSULMANS	19
1.4. TIMOR-ORIENTAL : LE CHEMIN SANGlant VERS L'INDEPENDANCE	20
1.5. ATTENTAT DE BALI	21
2. LA SOCIETE MALAISIEENNE : UN EQUILIBRE ETHNIQUE FRAGILE	22
2.1. LES MALAIS	22
2.2. LES CHINOIS	23
2.3. LES INDIENS.....	23
2.4. LES ABORIGENES	24
QUATRIEME PARTIE : POLITIQUE ET ARMEES	26
1. POLITIQUE INTERIEURE.....	26
1.1. INDONESIE	26
1.2.1 La Constitution de 1945.....	26
1.2.2 L'instabilité du régime	27
1.2. MALAISIE : UN SYSTEME STABLE QUI SE LEZARDE.....	30
2. ROLE DES ARMEES	32
2.1. ARMEE INDONESIENNE : UN ROLE POLITIQUE ET FINANCIER	32
2.2. ARMEE INDONESIENNE : LA GRANDE MUETTE	35
CINQUIEME PARTIE : LES NOUVEAUX DEFIS	37
1. RESEAUX ISLAMISTES.....	37
2. INDONESIE : MISE EN PLACE D'UN ETAT ISLAMIQUE	39
3. LA MALAISIE.....	40
3.1. UNE REALITE NOUVELLE : LES IMMIGRES.....	40
3.2. UNITE ET DIVERSITE	41
CONCLUSION	43
ANNEXE 1 CARTES DE L'INDONESIE ET DE LA MALAISIE.....	44

BIBLIOGRAPHIE.....	45
---------------------------	-----------